



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 30 SEPTEMBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 30TH, 1944

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

MONTREAL - P. Q.  
 LE PERCEPTEUR DU  
 REVENU PROVINCIAL  
 445 ST-GABRIEL

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces, Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
5200—1-52

**Lettres patentes**

**"A B C Corporation"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1944, constituant en corporation: David Smiley, Joseph Gaertner, Erwin Smiley, de la cité de Montréal, marchands, et Samuel Stein, de la cité d'Outremont, avocat, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, négociier, importer, exporter, en gros et en détail, des articles de tricot et nouveautés de toutes sortes; et faire le commerce de lainages, soieries, cotonnades et toutes sortes de tissus, garnitures, ornements et toutes autres matières, tous objets et commodités employés dans la fabrication d'articles de tricot et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "A B C Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

7336

**Letters Patent**

**"A B C Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, incorporating: David Smiley, Joseph Gaertner, Erwin Smiley, of the City of Montreal, merchants, and Samuel Stein, of the City of Outremont, advocate, all of the District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail knitted goods and novelties of all kinds; and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of knitted goods and novelties of all kinds, under the name of "A B C Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

7336-o

**"Allied Investments Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1944, constituant en corporation: Lawrence Franklin, commis, de la cité de Montréal, Marian Greisman, fille majeure, secrétaire, et Samuel Royce Altrows, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de terrains et d'une agence d'immeubles, et agir comme courtiers d'immeubles et estimateurs, et comme agents d'assurances, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de Québec, sous le nom de "Allied Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7337

L. DÉSILETS. 7337-o

**"A. Richard Limited"**

**"A. Richard Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Aimé Grégoire, commis de bureau, Paul Poirier et Benoit Grégoire, comptables, Bernard Grégoire et Francisco Pamphili, machinistes, tous de Berthierville, dans le district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, manufacturer, faire manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, acquérir, entreposer, réparer, tous objets et articles de coutellerie, articles de commodité et de nécessité en fer, en acier, en cuivre, quincaillerie, faïence, papier, bijoux, objets de luxe, leurs parties constituantes et tous effets s'y rapportant, y compris toute machinerie pouvant servir à ces fins; aussi confectionner, assembler, souder, réparer pièces de machineries et tous ouvrages ordinairement et généralement faits dans un atelier mécanique; posséder des immeubles pour ses fins et les revendre, sous le nom de "A. Richard Limited" — "A. Richard Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux cent cinquante actions sans valeur au pair ou nominale et en deux cent quarante-cinq actions privilégiées de cent dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille (\$5,000.00)dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Berthierville, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7338-o

L. DÉSILETS. 7338

**"Armel Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1944, consti-

**"Allied Investments Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1944, incorporating: Lawrence Franklin, clerk, of the City of Montreal, Marian Greisman, spinster of the age of majority, secretary, and Samuel Royce Altrows, advocate, both of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuers, and as insurance agents, subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of Quebec, under the name of "Allied Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"A. Richard Limited"**

**"A. Richard Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September 1944, incorporating: Aimé Grégoire, office clerk, Paul Poirier and Benoit Grégoire, accountants, Bernard Grégoire and Francisco Pamphili, machinists, all of Berthierville, in the district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in, manufacture, have manufactured, produce, purchase, sell, import, export, acquire, store, repair any cutlery and cutlery articles, commodities and necessities, whether of iron, steel, or copper, hardware, china, paper, jewelry, luxury goods, the component parts thereof and any goods connected therewith, including any machinery capable of being used for these purposes; also to make, assemble, weld, repair machinery parts and any works usually and generally carried on in mechanical work-shops; to own immovables for such purposes and re-sell the same, under the name of "A. Richard Limited" — "A. Richard Limitée".

The capital stock of the company will be divided into two hundred and fifty shares without par or nominal value and two hundred and forty-five preferred shares of one hundred dollars each, and the amount with which the company will begin its operations is five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the company will be at Berthierville, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Armel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1944, incorporating: John de

tuant en corporation: John de Gaspé Audette, conseil en loi du Roi, Charlotte Loïselle et Eveline Gaillardetz, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de villes, terrains de fermes, terrains miniers ou fruitiers, sites de villes, terrains de pâturage ou boisés, et aucune description d'immeubles et de propriétés réelles ou aucun intérêt et droits en iceux légaux ou équitables ou autrement de quelque manière que ce soit; prendre, construire, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de ces lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles ou d'aucun intérêt en iceux, faire le commerce de toutes portions de terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement les disposer en lots, rues et sites à bâtir pour fins résidentielles ou autrement, et avec le pouvoir d'y construire des rues ainsi que les systèmes d'égout et de drainage nécessaires, construire sur iceux pour fins résidentielles ou autrement, sous le nom de "Armel Limited", avec un capital total de soixante-cinq mille dollars (\$65,000), divisé en 650 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7339

L. DÉSILETS.

**"Bergs Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1944, constituant en corporation: Harry Benjamin Fogul, John Michael Schlesinger, de la cité de Montréal, tous deux avocats, et Barnet Buckman, de la cité d'Outremont, notaire, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter et diriger des magasins de détail pour la vente de vêtements et d'effets pour hommes et garçons, aussi vêtements et lingerie et toutes autres choses s'y rapportant, pour femmes, demoiselles et enfants, ainsi que tous autres articles habituellement vendus dans les magasins de cette nature, et acheter, vendre, importer, faire le commerce et le négoce de tous les articles susmentionnés, sous le nom de "Bergs Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7340

L. DÉSILETS.

**"Boulangerie Regal Bakery, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Omer-Henri Hudon, boulanger, d'Eastview, province d'Ontario, Dame Jeannette Couroux, sténographe, épouse séparée de biens de Henri Labelle, employé civil, et dûment

Gaspé Audette, King's Counsel, Charlotte Loïselle and Eveline Gaillardetz, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or other city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, street and building sites for residential purpose or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, under the name of "Armel Limited", with a total capital stock of sixty-five thousand dollars (\$65,000), divided into 650 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Bergs Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1944, incorporating: Harry Benjamin Fogul, John Michael Schlesinger, of the City of Montreal, both advocates, and Barnet Buckman, of the City of Outremont, notary, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate and conduct retail stores for the sale of men's and boys' clothing and wearing apparel, also women's, misses' and children's clothing and wearing apparel and everything else incidental thereto, as well as all other articles usually sold in stores of this nature, and to buy, sell, import, trade and deal in all of the above-mentioned articles, under the name of "Bergs Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

**"Boulangerie Regal Bakery, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1944, incorporating: Omer-Henri Hudon, baker, of Eastview, Province of Ontario, Dame Jeannette Couroux, stenographer, wife separate as to property of Henri Labelle, civil employee and by him duly authorized for the

autorisée par lui aux fins des présentes, et François Caron, avocat, ces trois derniers de la cité de Hull, district de Hull, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de boulangerie et de pâtisserie en gros et en détail, sous le nom de "Boulangerie Regal Bakery, Inc.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le comté de Hull, district de Hull.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7341-o L. DÉSILETS. 7341

**"Chester Reed Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1944, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, Thomas Michael Tansey, tous deux avocats, et Peter Lurie, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, négocier, soit comme grossistes ou détaillants, de vêtements et lingerie pour hommes et femmes, sous le nom de "Chester Reed Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 200 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3575, Boulevard St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7342 L. DÉSILETS. 7342-o

**"Compagnie de Construction Franco-Canadienne"**

**"Franco-Canadian Construction Company"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'août 1944, constituant en corporation: Jean-Baptiste Brown, comptable, Louis Girard, avocat, tous deux de la cité de Québec, et Pierrette Gauvin, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, de Cap Rouge, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, entreprises, bâtisses et constructions quelconques;

Faire le commerce de bois, de pierre, de sable, de gravier, de ciment, de chaux, de briques, de pierre artificielle, de tuiles ou autres matériaux de construction quelconque, sous le nom de "Compagnie de Construction Franco-Canadienne"—"Franco-Canadian Construction Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7343-o L. DÉSILETS. 7343

purposes hereof, and François Caron, advocate, these three latter of the city of Hull, district of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, both wholesale and retail, a bakery and pastry business, under the name of "Boulangerie Regal Bakery, Inc.", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Hull, in the county of Hull, district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Chester Reed Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, incorporating: Samuel Moskovitch, Thomas Michael Tansey, both advocates, and Peter Lurie, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, dealing, either as wholesalers or retailers, in men's and women's clothing and sports apparel, under the name of "Chester Reed Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 200 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at 3575 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Compagnie de Construction Franco-Canadienne"**

**"Franco-Canadian Construction Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1944, incorporating: Jean-Baptiste Brown, accountant, Louis Girard, advocate, both of the city of Quebec, and Pierrette Gauvin, spinster and in use of her rights, secretary, of Cap Rouge, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To act generally as builders or building-contractors for any works, undertakings, buildings and constructions whatsoever;

To deal in wood, stone, sand, gravel, cement, lime, brick, artificial stone, tiles or any other building requisites whatsoever, under the name of "Compagnie de Construction Franco-Canadienne"—"Franco-Canadian Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Crèmerie St-Tite Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trente et unième jour d'août 1944, constituant incorporation: Émile Jacob, industriel, Paul Jacob, gérant, et Charles Jacob, surintendant, tous trois de St-Tite, comté de Laviolette, dans le district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, en gros et en détail, le beurre, le fromage, la crème, le lait, la crème glacée, les fruits, les œufs les volailles, les animaux, sous le nom de "Crèmerie St-Tite Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Tite, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7344-o L. DÉSILETS.

**"Crèmerie St-Tite Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1944, incorporating: Émile Jacob, manufacturer, Paul Jacob, manager, and Charles Jacob, superintendent, all three of St-Tite, county of Laviolette, in the district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, export, import, wholesale and retail, butter, cheese, cream, milk, ice-cream, fruit, eggs, poultry, animals, under the name of "Crèmerie St-Tite Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at St-Tite, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7344 Deputy Attorney General.

**"Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée"****"Lower River Progressive Enterprises Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'août 1944, constituant en corporation: Louis Girard, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, tous deux de la cité de Québec, et Pierrette Gauvin, secrétaire, célibataire, de Cap Rouge, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, entreprises, chemins, bâtisses et constructions quelconque;

Faire le commerce et transport de bois, de pierre, de sable, de gravier, de ciment, de chaux, de briques, de pierre artificielle, de tuiles ou autres matériaux de construction quelconque, sous le nom de "Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée"—"Lower River Progressive Enterprises Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Matane, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7345-o L. DÉSILETS.

**"Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée"****"Lower River Progressive Enterprises Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1944, incorporating: Louis Girard, advocate, Jean-Baptiste Brown, accountant, both of the city of Quebec, and Pierrette Gauvin, secretary, spinster, of Cap Rouge, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To act generally as builders or building-contractors for any works, undertakings, roads, buildings and constructions whatsoever;

To deal in and carry on the transportation of lumber, stone, sand, gravel, cement, lime, brick, artificial stone, tiles or any other building requisites whatsoever, under the name of "Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée"—"Lower River Progressive Enterprises Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Matane, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7345 Deputy Attorney General.

**"Federal Fruit Co. Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1944, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, tous deux avocats, et Abe Golden, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et négoce des fruits et végétaux de toute sorte, nature ou description, sous le nom de "Federal Fruit Co. Ltd.", avec un capital total

**"Federal Fruit Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1944, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, both advocates, and Abe Golden, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, trade and deal in fruit and vegetables of every kind, nature or description, under the name of "Federal Fruit Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty

de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7346 L. DÉSILETS.

**"Green Textiles, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1944, constituant en corporation: Mendel M. Green, Aaron Green, tous deux marchands, et Louis Glazer, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, importer et exporter, acheter et vendre toutes sortes de produits en chenille, comprenant les robes de maison, couvre-lits, tentures, confortables, descentes de bain, couvertures de carrosses, accessoires de bain, couvre-matelas, draps, literie et de tous tissus utilisés dans la fabrication de marchandises sèches, vêtements pour dames, vêtements pour hommes, et habits de toutes sortes et descriptions, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Green Textiles, Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000), divisé en 150 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7347 L. DÉSILETS.

**"Hotel Dumont Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'août 1944, constituant en corporation: Stanislas Dumont, hôtelier, Armande Rajotte, sténographe et fille majeure, et Antoine-B. Boudreau, assistant-surintendant, tous de Val d'Or, dans le district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de "Hotel Dumont Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000) divisé en 190 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7348-o L. DÉSILETS.

**"Independent Watchmakers & Jewellers Association"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Nathan Brender, Jack Robin, Morton Garvis, Sam Rogoza, Morris Wolfe, Max Margolis, orfèvres,

thousand dollars (\$20,000), divided into 2,000 common shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7346-o Deputy Attorney General.

**"Green Textiles, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1944, incorporating: Mendel M. Green, Aaron Green, both merchants, and Louis Glazer, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, import and export, buy and sell all kinds of chenille products, including housecoats, bedsets, drapes, comforters, bathmats, carriage covers, bathroom accessories, mattress covers, sheets, sheeting and all materials used in the manufacture of dry goods, ladies' wear, men's wear, and wearing apparel of every kind and description, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Green Textiles, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000), divided into 150 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7347-o Deputy Attorney General.

**"Hotel Dumont Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1944, incorporating: Stanislas Dumont, hotel-keeper, Armande Rajotte, stenographer and spinster, and Antoine-B. Boudreau, assistant superintendent, all of Val d'Or, in the district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a hotel and restaurant business, under the name of "Hotel Dumont Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000) divided into 190 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7348 Deputy Attorney General.

**"Independent Watchmakers & Jewellers Association"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Nathan Brender, Jack Robin, Morton Garvis, Sam Rogoza, Morris Wolfe, Max Margolis, watch-

et Nat Berger, joaillier, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Étudier, favoriser et sauvegarder les intérêts et le bien-être des membres de l'association, sous le nom de "Independent Watchmakers & Jewellers Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7349 L. DÉSILETS.

**"J. Golden Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1944, constituant en corporation: Joseph S. Caplan, Louis Orenstein, tous deux avocats, et Raphael Schwartz, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, faire le commerce et le négoce de vêtements de toutes sortes pour hommes et femmes, meubles, garnitures et accessoires faits de toutes sortes de tissus y compris la fabrication, l'importation, l'exportation en gros et en détail de matières premières avec lesquelles tous les articles peuvent être faits, sous le nom de "J. Golden Co." avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7350 L. DÉSILETS.

**"Jos. Touchette Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'août 1944, constituant en corporation: Joseph-Richard-Simon Touchette, Napoléon-Ernest Lassonde, marchands, et Jean-Paul Beuregard, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de tapis, carpettes, prélaris, instruments de musique, appareils électriques, meubles et ameublements de maisons et bureaux en général, ou tous articles se rapportant de toutes manières, directement ou indirectement, aux objets précités, sous le nom de "Jos. Touchette Inc.", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et cent quarante-neuf (149) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

makers, and Nat Berger, jeweller, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To study, promote and safeguard the interest and welfare of its members, under the name of "Independent Watchmakers & Jewellers Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"J. Golden Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September 1944, incorporating: Joseph S. Caplan, Louis Orenstein, both advocates, and Raphael Schwartz, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, export, import, trade in and deal with all kinds of men's and women's clothing apparel, furnishings, furniture, and accessories made of any kind of material including the manufacture of importation, exportation, wholesale and retail of the raw material of which any of the articles may be made, under the name of "J. Golden Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Jos. Touchette Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1944, incorporating: Joseph-Richard-Simon Touchette, Napoléon-Ernest Lassonde, merchants, and Jean-Paul Beuregard, accountant, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, trade and deal in all kinds of carpets, rugs, oilcloths, musical instruments, electrical apparatus, furniture, and household and office furniture in general, or any articles which may in any manner, directly or indirectly, be incidental to the foregoing objects, under the name of "Jos. Touchette Inc.", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900), divided into five hundred (500) common shares of a par value of ten dollars (\$10) each, and one hundred and forty-nine (149) preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7351-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7351 Deputy Attorney General.

**"La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins"  
"Pine River Lumber Co."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour d'août 1944, constituant en corporation: Jean-Baptiste Brown, comptable, Louis Girard, avocat, tous deux de la cité de Québec, et Demoiselle Pierrette Gauvin, secrétaire, de Cap Rouge, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois, manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en bois et en faire le commerce, et particulièrement toutes opérations généralement quelconques se rapportant à l'industrie ou au commerce de bois, sous le nom de "La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins" — "Pine River Lumber Co.", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000), divisé en 190 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7352-o L. DÉSILETS.

**"La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins"  
"Pine River Lumber Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1944, incorporating: Jean-Baptiste Brown, accountant, Louis Girard, advocate, both of the city of Quebec, and Miss Pierrette Gauvin, secretary, of Cap Rouge, all three of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a lumber business, to manufacture, purchase, sell, import and export all kinds of wooden products, articles and merchandise and to deal therein, and especially, any operations whatsoever, connected with the lumber industry or business, under the name of "La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins" — "Pine River Lumber Co.", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000), divided into 190 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7352 Deputy Attorney General.

**"La Société des Industriels de Québec"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Léonard Demers, de Thetford Mines, Hervé Baribeau, de Lévis, tous deux industriels et Émile Drolet, ingénieur civil et industriel, de Québec, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper en association les industriels de Québec et aider au développement de l'industrie dans Québec, sous le nom de "La Société des Industriels de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars (\$5,000.00).

La principale place d'affaires de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7353-o L. DÉSILETS.

**"La Société des Industriels de Québec"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Léonard Demers, of Thetford Mines, Hervé Baribeau, of Lévis, both manufacturers, and Émile Drolet, civil engineer and manufacturer, of Quebec, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To group the Quebec manufacturers into an association and to aid in the development of industry in Quebec, under the name of "La Société des Industriels de Québec".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the corporation will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
7353 Deputy Attorney General.

**"La Société du Drapeau National, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'août 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Morissette, électricien, Arthur Juneau, journalier, et Eddie Desrosiers, chauffeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

**"La Société du Drapeau National, Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Morissette, electrician, Arthur Juneau, labourer, and Eddie Desrosiers, chauffeur, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Ladite société a en vue de contribuer au développement du sens patriotique et national chez nos compatriotes Canadiens-Français;

Ladite société a aussi pour fins d'aider à faire l'union entre les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise;

Ladite société a également pour but de s'occuper à aider à faire établir officiellement un drapeau national canadien, drapeau qui puisse représenter équitablement les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise, sous le nom de "La Société du Drapeau National, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq mille dollars (\$5,000).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,

7354-o

L. DÉSILETS.

**"La Sportive, Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de septembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Alexis Rousseau, prêtre-vicaire, Georges Gagnon, comptable-gérant, et Roméo Moreau, policier, tous trois de la ville de Roberval, district de Roberval, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et répandre les idées sur Dieu et l'Église Catholique Romaine tout en développant chez les membres et le public en général l'esprit d'unité, de fraternité et de charité, sous le nom de "La Sportive, Incorporée".

Les pouvoirs accordés ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux à l'argent et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Roberval, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,

7355-o

L. DÉSILETS.

**"Lawand & Klat, Incorporated"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1944, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du roi, Samuel Lyon Caplan, notaire, et mademoiselle Rebecca Pinsky, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce et négoce comme grossistes et détaillants, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, capes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, lingerie de toute description pour hommes, femmes et enfants; mercerie, fournitures, gants et mitaines, chaussures, articles en cuir et en caoutchouc, garnitures, drap, soie et

The object of the said society is to contribute to the development of a patriotic and national spirit among our French-Canadian countrymen;

The said society also has for its purpose to endeavour to bring about the union of French-speaking and English-speaking Canadians;

The said society also has, for its purpose, to aid in the official establishment of a national Canadian flag, which will adequately represent both French-speaking and English-speaking Canadians, under the name of "La Société du Drapeau National, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,

7354

Deputy Attorney General.

**"La Sportive, Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend abbé Alexis Rousseau, assistant parish-priest, Georges Gagnon, accountant, manager, and Romeo Moreau, policeman, all three of the town of Roberval, district of Roberval, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and propagate thoughts of God and thoughts about the Roman Catholic Church, whilst fostering among its members and the public in general, a spirit of unity, fraternity and charity, under the name of "La Sportive, Incorporée".

The powers granted shall not be interpreted as permitting games of chance, gambling, and mixed games of chance and skill.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Roberval, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1944.

L. DÉSILETS,

7355

Deputy Attorney General.

**"Lawand & Klat, Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1944, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, notary, and Miss Rebecca Pinsky, fille majeure, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, novelties,

autres tissus, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et quincaillerie, verrerie, faïence, coutellerie, jouets et autres articles, produits, commodités et accessoires du même genre, nécessaires ou appropriés aux fins du commerce et agir comme agents, marchands à commission ou représentants, et ouvrir des magasins, usines, boutiques, bureaux, entrepôts, sous le nom de "Lawand & Klat, Incorporated", avec un capital total de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7356 L. DÉSILETS.

**"L. C. Pharo Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier septembre 1944, constituant en corporation: Lee C. Pharo, surintendant d'usine, Merritt C. Pharo, technicien de recherches, et Mademoiselle Hazel L. Crosby, secrétaire, tous de Thetford-Mines, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter et explorer des mines et carrières de stéatite dans la province de Québec dans le but d'extraire la stéatite du sol et donner une valeur marchande à ce minéral par tous moyens quelconques, soit comme un produit fini en lui-même ou par une amalgamation avec d'autres minéraux ou produits de toutes sortes, et vendre ou autrement disposer de ces produits, sous le nom de "L. C. Pharo Co. Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 49 actions de mille dollars (\$1,000) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce premier septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7357 L. DÉSILETS.

**"Les Industries Pont Rouge, Ltée"  
"Pont Rouge Industries, Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation: René Bélisle, Camille Tessier, comptables, et Antoine Biron, avocat, tous trois de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer de la machinerie et de l'outillage; fabriquer de l'ameublement; faire le commerce de machineries et d'outillage; faire le commerce des meubles, sous le nom de "Les Industries Pont Rouge, Ltée"—"Pont Rouge Industries, Ltd.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7358-o L. DÉSILETS.

ornements, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, toys and other articles, produced, commodities, and accessories of the same nature necessary or convenient for the purpose of the business and to act as agents, commission merchants or representatives, and to open stores, factories, shops, offices, warehouses, under the name of "Lawand & Klat, Incorporated", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 990 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7356-o Deputy Attorney General.

**"L. C. Pharo Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1944, incorporating: Lee C. Pharo, plant superintendent, Merritt C. Pharo, research technician, and Miss Hazel L. Crosby, secretary, all of Thetford Mines, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To operate and explore soapstone mines and quarries in the Province of Quebec for the purpose of extracting soapstone from the soil and render this mineral merchantable by any means, whatsoever either as a finish product in itself or through combination with other minerals or products of any kinds, and to sell or otherwise dispose of these products, under the name of "L. C. Pharo Co. Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 49 shares of one thousand dollars (\$1,000) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
7357-o Deputy Attorney General.

**"Les Industries Pont Rouge, Ltée"  
"Pont Rouge Industries, Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, incorporating: René Belisle, Camille Tessier, accountants, and Antoine Biron, advocate, all three of Drummondville, in the district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture machinery and equipment; to manufacture furniture; to deal in machinery and equipment; to deal in furniture, under the name of "Les Industries Pont Rouge, Ltée"—"Pont Rouge Industries, Ltd." with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
7358 Deputy Attorney General.

**"Loomcraft Arts Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un août 1944, constituant en corporation: Philip Meyrovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Nathaniel L. Levy, tous avocats des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, importateurs, marchands en gros et en détail, vendeurs et négociants à forfait de soie, satin, coton, laine, fils, étoffes, tissus textiles, garnitures, doublures, tissus et marchandises sèches de toutes sortes et descriptions utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes et femmes, ainsi que de tous articles manufacturés, tissus et commodités composés en tout ou en partie d'iceux, et de tous autres articles, commodités et tissus nécessaires ou incidents se rapportant aux précédents, sous le nom de "Loomcraft Arts Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7359 L. DÉSILETS.

**"Montrose Clothing Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1944, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, et Nathan Fish, notaire, tous trois de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer, distribuer, faire le commerce et le négoce de toutes sortes d'étoffes, vêtements, habits, pantalons, gilets, vestes, salopettes, habits de travail, manteaux, pantalons négligés, coupe-vents, casquettes, fourrures, modes, bretelles, jarretelles, filés, tissus, marchandises sèches, cotonnades, drap et dentelles et marchandises imperméables, chapeaux, formes de chapeaux ou tous vêtements et marchandises tricotées, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et marchands de vêtements, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission, sous le nom de "Montrose Clothing Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 100 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et un juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7360 L. DÉSILETS.

**"Normandy Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

**"Loomcraft Arts Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August, 1944, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Bathshaw, K.C., and Nathaniel L. Levy, all advocates of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in silks, satins, cottons, woollens, yarns, clothes, textiles, trimmings, linings, fabrics and dry goods of every kind and description used in men's and women's apparel, as well as in all manufactured articles, materials products and commodities composed in whole or in part thereof, and all other articles, commodities and materials necessary or incidental in connection with the foregoing, under the name of "Loomcraft Arts Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7359-o Deputy Attorney General.

**"Montrose Clothing Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, incorporating: Michael Garber, King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, stenographer, spinster, and Nathan Fish, notary, all three of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, export, import, distribute, trade in and deal with all kinds of clothing, wearing apparel, suits, pants, jackets, vests, overalls, work garments, coats, slacks, windbreakers, caps, furs, millinery, suspenders, braces, tweeds, fabrics, dry goods, cottons, cloth and laces and waterproof goods, hats, hat frames, or any garments, knitted goods, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, gloves and dealers in garments, and to act as manufacturers' agents or commission agents, under the name of "Montrose Clothing Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 100 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,  
7360-o Deputy Attorney General.

**"Normandy Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

patentes en date du vingt et un août 1944, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en Loi du Roi, Harold Lande et David Gilbert, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des robes, vêtements de sport, blouses pour dames, de la lingerie et en général des vêtements de tous genres pour dames, sous le nom de "Normandy Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7361 L. DÉSILETS.

**"Northland Breweries Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq août 1944, constituant en corporation: Benjamin Milrot, homme d'affaires, de Val d'Or, Joseph Olivin Fournier, agent, et Charles Noël Barbès, avocat, tous deux d'Amos, tous du district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de brasseurs et de fabricants de malt dans toutes ses spécialités;

Exercer aucun des commerces de marchands et cultivateurs de houblon, commissionnaires en malt, marchands, importateurs et distillateurs de vins et spiritueux, tonneliers et embouteilleurs, fabricants de bouteilles, fabricants de bouchons de bouteilles, potiers, manufacturiers et marchands d'eaux gazeuses et minérales et autres breuvages, épiciers licenciés, hôteliers, restaurateurs, tenanciers de maisons de pension, manufacturiers et marchands de glace, marchands de tabac, cultivateurs, laitiers, marchands de lèure et vendeurs et sècheurs de grains, sous le nom de "Northland Breweries Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$599,999 divisé en 249,999 actions de \$1 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$350,000 divisé en 7,000 actions de cinquante (\$50) dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7362 L. DÉSILETS.

**"Pan-American Mercantile Sales Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux août 1944, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, Michael C. Herman, avocats, et Nathan Fish, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement disposer de, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et faire le commerce, soit comme mandants ou agents et à commission, par consignation ou autrement, des marchandises suivantes: aliments et produits alimentaires, breuva-

first day of August, 1944, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Harold Lande and David Gilbert, all three advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and selling ladies' dresses, sportswear, blouses, lingerie and general ladies' wear of all types, under the name of "Normandy Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The chief place of business of the company to be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7361-o Deputy Attorney General.

**"Northland Breweries Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1944, incorporating: Benjamin Milrot, businessman, of Val d'Or, Joseph Olivin Fournier, agent, and Charles Noël Barbès, lawyer, both of Amos, all in the District of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of brewers and maltsters in all its branches;

To carry on any of the businesses of hop merchants and growers, malt factors, corn merchants, wine and spirit merchants and importers and distillers, coopers and bottlers, bottle makers, bottle stopper makers, potters, manufacturers of and dealers in aerated and mineral waters and other drinks, licensed victuallers, hotel keepers, restaurant keepers, lodging house keepers, ice manufacturers and merchants, tobacconists, farmers, dairymen, yeast dealers and grain sellers and dryers, under the name of "Northland Breweries Limited".

The amount of the capital stock of the company is \$599,999.00 divided into 249,999 shares of \$1.00 each, and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$350,000.00 dollars divided into 7,000 shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7362-o Deputy Attorney General.

**"Pan-American Mercantile Sales Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1944, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, Michael C. Herman, advocates, and Nathan Fish, notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agents, and upon commission, consignment or otherwise the following goods: food and food products, alcoholic and non-alcoholic beverages and prepara-

ges alcooliques et non-alcooliques et préparations, l'acier et le fer et leurs produits et sous-produits, machinerie, matériaux de construction, vêtements, billes, bois de construction, bois de charpente, pulpe, pulpe de bois, bois de pulpe, papier et autres produits et sous-produits du bois, textiles, lainages et tissus de toutes sortes, cosmétiques, savons, boutons et ceintures, bijouterie, cuir, articles et valises en cuir, fournitures de maison, chaussures, librairie, jouets, objets émaillés, vaisselle, poterie en porcelaine, verrerie, objets en métal, cables, mercerie, articles pour la table, feronnerie, notions et nouveautés, instruments d'optique, horloges, montres et mouvements, outils pour la fabrication de bottes et chaussures, insecticides, engrais chimiques, verre, parapluies, produits chimiques; appareils électriques, chirurgicaux et scientifiques, caoutchouc et articles en caoutchouc, papier, sous le nom de "Pan-American Mercantile Sales Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7363 L. DÉSILETS.

**"Poupart Construction Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1944, constituant en corporation: Bruno Ranger, contremaître, Mlle Luce Lafontaine, secrétaire, tous deux des cité et district de Montréal, et Hortensius Béique, courtier, de Chambly Bassin, comté de Chambly, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

S'occuper de toute manière de travaux de construction de toutes sortes, y compris bâtiments, routes, chemins, rues, ponts, viaducs, égouts, aqueducs, chemins de course, champs d'aviation et lignes de transmission électrique, sous le nom de "Poupart Construction Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars (\$20,000).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7364-o L. DÉSILETS.

**"Prominent Garment Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq septembre 1944, constituant en corporation: Isidore Cohen, manufacturier, Rae Cohen, gérante de ventes, fille majeure, et Harold S. Freeman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et marchands en général de toutes sortes d'habits pour hommes, femmes et enfants et de vêtements

tions, steel and iron and products or by-products thereof, machinery, building materials, wearing apparel, logs, lumber, timber, pulp, pulp-wood, wood-pulp, paper and other products and by-products of wood, textiles, woollens and fabrics of all kinds, cosmetics, soaps, buttons and belts, jewellery, leather, leather goods and luggage, house furnishings, footwear, stationery, toys, enamelware-crockery, china pottery, glassware, metalware—, rope, gents, furnishings, tableware, hardware, notions and novelties, optical instruments, clocks, watches and movements, boot and shoe findings, insecticides, chemical fertilizer, glass, umbrellas, chemicals; electrical, surgical and scientific apparatus, rubber and rubber goods, paper, under the name of "Pan-American Mercantile Sales Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Poupart Construction Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, incorporating: Bruno Ranger, foreman, Miss Luce Lafontaine, secretary, both of the city and district of Montreal, and Hortensius Béique, broker, of Chambly Bassin, county of Chambly, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To engage, in any manner, in construction work of every kind, including buildings, highways, roads, streets, bridges, viaducts, sewers, waterworks, race-courses, aviation fields and electric transmission lines, under the name of "Poupart Construction Limited".

The capital stock of the company will be divided into 4,000 shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Prominent Garment Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1944, incorporating: Isidore Cohen, manufacturer, Rae Cohen, salesmanager, spinster of the full age of majority, and Harold S. Freeman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers and dealers generally in all kinds of men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all

de toutes sortes et descriptions, comprenant les vêtements de sport pour femmes et hommes, coiffures et chaussures d'aucune description, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands d'habits, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail de lainages, articles en coton, satin, velours, velvantine, dentelles, marchandises en soie, textiles et tissus textiles d'aucune sorte et description, garnitures de fourrures et de robes, tresses, cordons et boutons, et de tous articles dans lesquels entrent aucun ou tous des précédents;

Acquérir et prendre la maison Prominent Garment Reg'd., une firme enregistrée faisant présentement affaires dans les cité et district de Montréal sous le nom de "Prominent Garment Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinq septembre 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7365 L. DÉSILETS.

**"Quebec Steam Laundry Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1944, constituant en corporation: Jack Farago, buandier, Nora Farago, fille majeure, employée de bureau, et Alfred-B. Farago, surintendant, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Blanchir, nettoyer, réparer, assurer un service général, préparer, manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce des produits de la laine, produits du coton, produits de la soie, produits de la toile, vêtements et marchandises sèches de toutes sortes; exercer un commerce de buanderie; nettoyer, réparer, assurer un service général, préparer, manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter les produits de la laine, produits du coton, produits de la soie, produits de la toile, vêtements et marchandises sèches de toutes sortes, sous le nom de "Quebec Steam Laundry Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7366-o L. DÉSILETS.

**"Quebec Yellowknife Gold Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1944, constituant en corporation: John Emmerson Hamilton, comptable, Auguste Mathieu, Conseil en Loi du Roi, Wilfred Joseph Grace, Gerald McTeigue, tous deux avocats, et George Herman Garfoote, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

kinds and description, including women's and men's sportswear, head and foot wear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, glovers and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvets, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To acquire and take over the Prominent Garment Reg'd., a registered firm presently doing business in the City and District of Montreal, under the name of "Prominent Garment Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1944.

L. DÉSILETS,  
7365-o Deputy Attorney General.

**"Quebec Steam Laundry Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1944, incorporating: Jack Farago, laundryman, Nora Farago, spinster, office employe, and Alfred-B. Farago, superintendent, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To wash, clean, repair, insure a general service, prepare, manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise deal or trade in woolen, cotton, silk and linen products, clothing and dry goods of every kind; carry on a laundry business; clean, repair, insure a general service, prepare, manufacture, purchase, sell, import and export woolen, cotton, silk and linen products, clothing and dry goods of every kind, under the name of "Quebec Steam Laundry Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7366 Deputy Attorney General.

**"Quebec Yellowknife Gold Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1944, incorporating: John Emmerson Hamilton, accountant, Auguste Mathieu, King's Counsel, Wilfred Joseph Grace, Gerald McTeigue, both advocates, and George Herman Garfoote, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Yellowknife Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7367 L. DÉSILETS.

**"Regal Specialty Shoppes Incorporated"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1944, constituant en corporation: Joseph Helal, conseil en loi du roi, Royal E. C. Werry, avocats, et mademoiselle Rebecca Pinsky, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce et négoce comme grossistes et détaillants, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, capes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, lingerie de toute description pour hommes, femmes et enfants, mercerie, fournitures, gants et mitaines, chaussures, marchandises en cuir et en caoutchouc, garnitures, drap, soie et autres tissus, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeterie et quincaillerie, verrerie, faïence, coutellerie, jouets et autres articles, produits, commodités et accessoires du même genre, nécessaires ou appropriés aux fins du commerce, et agir comme agents, marchands à commission ou représentants, et ouvrir des magasins, usines, boutiques, bureaux, entrepôts, sous le nom de "Regal Specialty Shoppes Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7368 L. DÉSILETS.

**"Seaboards Export and Import Corporation"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre août 1944, constituant en corporation: James Robert Nesbit, gérant des ventes, de Montréal, Province de Québec, Walter Francis Thorn, industriel, de Moose Jaw, Province de Saskatchewan, et James Alexander Cowan, journaliste, de Toronto, Province d'Ontario, dans les buts suivants:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Yellowknife Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1) each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7367-o Deputy Attorney General.

**"Regal Specialty Shoppes Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1944, incorporating: Joseph Helal, King's Counsel, Royal E. C. Werry, advocates, and Miss Rebecca Pinsky, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, toys and other articles, produced, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purpose of the business and to act as agents, commission merchants or representatives, and to open stores, factories, shops, offices, warehouses, under the name of "Regal Specialty Shoppes Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,  
7368-o Deputy Attorney General.

**"Seaboards Export and Import Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1944, incorporating: James Robert Nesbit, sales engineer, of Montreal, Province of Quebec, Walter Francis Thorn, industrialist, of Moose Jaw, Province of Saskatchewan, and James Alexander Cowan, journalist, of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

Faire commerce comme marchands généraux et négociants, exportateurs, importateurs, experts en marchandises, analystes et inspecteurs; acheter, vendre, échanger, exporter, importer, faire le commerce et négoce de toutes sortes d'articles et marchandises, y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les matières premières et articles manufacturés, marchandises, machines, machinerie, vêtements, chaussures, textiles, étoffes, marchandises en caoutchouc, produits chimiques, instruments de médecine, voitures automobiles et autres, sous le nom de "Seaboards Export and Import Corporation", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000), divisé en 250 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

7369

To carry on business as general merchants and merchandisers, exporters, importers, merchandising experts, analysts and surveyors, to buy, sell, exchange, export, import, deal in and deal with all kinds of goods and merchandise whatsoever, including, but without limiting the generality of the foregoing, raw materials and manufactured goods, wares, machines, machinery, clothing, footwear, textiles, fabrics, rubber goods, chemicals, medical supplies, automotive and other vehicles, under the name of "Seaboards Export and Import Corporation", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into 250 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

7369-o

"S. O. Riverin & Cie Ltée"  
"S. O. Riverin Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'août 1944, constituant en corporation: Stanislas-Oscar Riverin, voyageur, manufacturier, Jos. Racicot, commis de banque, et Demoiselle Thérèse Prairie, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre en gros et en détail et faire le commerce d'affiches, enseignes, panneaux-réclames, soit en bois, en métal, en plastique ou en tous autres composés;

Manufacturer et faire le commerce de gros et de détail de machineries de toutes sortes, et de meubles meublants de toutes sortes, en bois, en métal, en plastique ou en tous autres composés;

Manufacturer et faire le commerce de gros et de détail de vaisselle, bibelots, articles de cuir, quincaillerie, vêtements de toutes sortes, articles de cuisine, de chasse et pêche, d'objets d'art, sous le nom de "S.-O. Riverin & Cie Ltée" — "S. O. Riverin Limited", avec un capital total de trente mille dollars (\$30,000), divisé en 15,000 actions communes d'un dollar (\$1) chacune et 150 actions privilégiées de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt quatrième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

7370-o

"Sport Play Garments Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1944, constituant en corporation: Harry Lightman, tailleur, de la cité de Montréal, Louis Young, contremaître, Sonia Stutman, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Louis Young, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Samuel Stein, avocat, tous trois de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

"S. O. Riverin & Cie Ltée"  
"S. O. Riverin Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1944, incorporating: Stanislas-Oscar Riverin, traveller, manufacturer, Jos. Racicot, bank clerk, and Miss Thérèse Prairie, spinster in use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, wholesale and retail and deal in advertisements, signs, posters, whether of wood, metal, plastic or any other compound;

To manufacture and deal, wholesale and retail, in all kinds of machinery and furniture, whether of wood, metal, plastic or any other compound;

To manufacture and deal, wholesale and retail, in crockery, fancy goods, leather articles, hardware, clothing of all kinds, kitchen requisites, hunting gear, fishing tackle, works of art, under the name of "S. O. Riverin & Cie Ltée" — "S. O. Riverin Limited", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000), divided into 15,000 common shares of one dollar (\$1) each and 150 preferred shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

7370

"Sport Play Garments Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1944, incorporating: Harry Lightman, cutter, of the City of Montreal, Louis Young, foreman, Sonia Stutman, housewife, wife separate as to property of the said Louis Young and duly authorized by him for these presents, and Samuel Stein, advocate, all three of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, négociier, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, habits de sport, manteaux, costumes, robes pour enfants, femmes et fillettes, lingerie de toute description pour femmes, vêtements et lingerie de toute sorte pour enfants; faire le commerce de lainages, soieries, cotonnades, et toutes sortes de tissus, garnitures, ornements et toutes autres étoffes, tous objets et commodités employés dans la confection de vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Sport Play Garments Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7371 L. DÉSILETS.

**"West Amulet Mines Limited"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1944, constituant en corporation: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Sydney Ellis Wedd, George Reith Mackie, procureurs, et Emma Pearl King, sténographe, tous de la cité de Toronto, comté d'York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre; les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "West Amulet Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de dollars (\$5,000,000), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Duparquet, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit août 1944.

L'Assistant-procureur général,  
7372 L. DÉSILETS.

**Lettres patentes Supplémentaires**

**"Inter-British Trading Co., Inc."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit septembre 1944, changeant le nom de la compagnie "Inter-British Trading Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du douze

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: children's, ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton, and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Sport Play Garments Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7371-o Deputy Attorney General.

**"West Amulet Mines Limited"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1944, incorporating: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Sydney Ellis Wedd, George Reith Mackie, solicitors, and Emma Pearl King, stenographer, all of the City of Toronto, in the County of York, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "West Amulet Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.), divided into five million (5,000,000) shares of the par value of one dollar (\$1.) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the township of Duparquet, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,  
7372-o Deputy Attorney General.

**Supplementary Letters Patent**

**"Inter-British Trading Co., Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of September, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Inter-British Trading Company" incorporated by letters patent bearing date the twelfth day of February, 1941, under the

février 1941, sous le nom de "Inter-British Trading Company", en celui de: "Inter-British Trading Co., Inc."

Daté du bureau du procureur général, le huit septembre 1944.

7373 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"Jos. Charlebois Cie Ltée"  
"Jos. Charlebois Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onzième jour de septembre 1944, changeant le nom de la compagnie "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour de février 1944, sous le nom de "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited", en celui de: "Jos. Charlebois Cie Ltée"—"Jos. Charlebois Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de septembre 1944.

7374-0 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

"New York Auction Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf septembre 1944, changeant le nom de la compagnie "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept août 1941, sous le nom de "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", en celui de: "New York Auction Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, le neuf septembre 1944.

7375 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

name of "Inter-British Trading Company", to that of: "Inter-British Trading Co., Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1944.

7373-0 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"Jos. Charlebois Cie Ltée"  
"Jos. Charlebois Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1944, changing the name of the company "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited", incorporated by letters patent bearing date the second day of February, 1944, under the name of "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited" to that of "Jos. Charlebois Cie Ltée"—"Jos. Charlebois Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September 1944.

7374 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

"New York Auction Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of September, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", incorporated by letters patent bearing date the seventh day of August, 1941, under the name of "Montreal Fox-Mink Breeders Marketing Ass'n. Inc.", to that of: "New York Auction Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1944.

7375-0 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 230,166. Dame Jeanne Bachand, modiste, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Léo Boudreau, alias Léo Boudreault, barbier, des mêmes lieux, ladite Jeanne Bachand étant dûment autorisée aux fins des présentes par jugement rendu le 14 septembre 1944, par l'Honorable Juge Pierre-F. Casgrain, Demanderesse; vs Ledit Léo Boudreau, alias Léo Boudreault, barbier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour de septembre 1944.

Montréal, le 18 septembre, 1944.  
Le Procureur de la demanderesse,  
GÉRARD LEMIRE.

7381-0

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 229339. Dame Yvonne Bouchard, restauratrice, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Barclay McGreevy, de lieux inconnus, demanderesse; vs Barclay McGreevy, autrefois des cité

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 230,166. Dame Jeanne Bachand, dressmaker, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léo Boudreau alias Léo Boudreault, barber, of the same place, the said Jeanne Bachand being duly authorized for the purposes hereof by a judgment rendered September 14th, 1944, by Honourable Justice Pierre-F. Casgrain, plaintiff; vs the said Léo Boudreau alias Léo Boudreault, barber, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th of September, 1944.

Montreal, September 18th, 1944.  
GÉRARD LEMIRE,  
Attorney for the plaintiff.

7381

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 229339. Dame Yvonne Bouchard, restaurant-keeper, of city and district of Montreal, wife common as to property of Barclay McGreevy, actually of parts unknown, plaintiff; vs Barclay McGreevy, heretofore of

district de Montréal, et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Dame Yvonne Bouchard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Barclay McGreevy, épiciier, actuellement de lieux inconnus, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, ce 22 septembre 1944.

Les procureurs de la demanderesse,  
7397-0 LAFONTAINE & LAFONTAINE.

Johanna Casey, épouse commune en biens de Walter P. O'Connor, mécanicien, tous deux des cité et district de Montréal, a formé contre son époux une demande en séparation de biens dans la cause portant le N° 230041 des dossiers de la Cour Supérieure, district de Montréal.

Montréal, le 21 septembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,  
7382-0 LAURENT DROUIN.

Province de Québec, District de Montréal, N° 230417, Cour Supérieure. Dame Antoinette Toupin, de Montréal, épouse commune en biens de Paul Monastesse, électricien, du même lieu, demanderesse, a ce jour intenté une action en séparation de biens en cette cause audit Paul Monastesse, défendeur.

Montréal, le 22 septembre 1944.

Les procureurs de la demanderesse,  
7383-0 DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

the city and district of Montreal, and actually of parts unknown, defendant.

Dame Yvonne Bouchard, restaurant-keeper, of the City and district of Montreal, wife common as to property of Barclay McGreevy, heretofore of the city and district of Montreal and actually of unknown parts, has instituted an action in separation as to property against her husband. Montreal, 22nd of September 1944.

LAFONTAINE & LAFONTAINE,  
Attorneys for Plaintiff.

Johanna Casey, wife common as to property of Walter P. O'Connor, mechanic, both of the city and district of Montreal, has instituted, against her husband, an action for separation as to property in the cause bearing No. 230041 of the records of the Superior Court, district of Montreal.

Montreal, September 21st, 1944.

7382 LAURENT DROUIN,  
Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 230417, Superior Court. Dame Antoinette Toupin, of Montreal, wife common as to property of Paul Monastesse, electrician, of the same place, plaintiff, has taken to-day in this case an action for separation as to property against the said Paul Monastesse, defendant.

Montreal, September 22, 1944.

7383-0 DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,  
Attorneys for plaintiff.

### Actions en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8840. Cour Supérieure. Dame Sarah McKinnon vs Wallace Campbell.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur le 19 septembre 1944.

Rimouski, le 25 septembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,  
7401-0 LOUIS-JOSEPH GAGNON.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 230,265. Dame Juliette Favin, de Mackayville, district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Labbé, menuisier, des mêmes lieux, ladite Dame Juliette Favin, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par jugement de cette Cour, demanderesse; vs Henri Labbé, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 21e jour de septembre 1944.

Montréal, le 26 septembre 1944.

Les procureurs de la demanderesse,  
7414-0 CARTIER, BARCELO, RIVARD & PELLETIER.

### Actions for separation as to bed and board and property

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8840. Superior Court. Sarah McKinnon vs Wallace Campbell.

An action in separation as to property and as to bed and board has been instituted against the defendant, the 19th of September, 1944.

Rimouski, September 25, 1944.

7401-0 LOUIS JOSEPH GAGNON,  
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, number 230,265. Dame Juliette Favin, domiciled in Mackayville, district of Montreal, wife common as to property of Henri Labbé, carpenter, of the same place, said Juliette Favin, duly authorized by judgment from this Court to sue said Defendant, Plaintiff; and Said Henri Labbé, of the same place, Defendant.

An action in separation as to bed and board and property has been instituted in this case on the 21st day of September, 1944.

Montreal, September 26th, 1944.

7414-0 CARTIER, BARCELO, RIVARD & PELLETIER,  
Attorneys for Plaintiff.

### Avis divers

Province de Québec, District de Joliette.  
Avis public est par le présent donné que la Cité de Joliette s'adressera au Lieutenant-gouver-

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Joliette.  
Public notice is hereby given that the City of Joliette will apply to the Lieutenant-Governor in

neur en conseil pour obtenir des lettres-patentes modifiant sa charte, en y remplaçant l'article 23 de ladite charte, par l'article 137 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233) relativement à la division de la cité en arrondissements de votation.

council in order to obtain patent letters modifying its charter, by replacing article 23 of its charter, by article 137 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233) concerning the division of the city into polling divisions.

Joliette, le 8 septembre 1944.

Joliette, September the 8th 1944.

Le secrétaire-trésorier de la Cité de Joliette,  
7260-37-4-o CAMILLE BONIN.

CAMILLE BONIN,  
Secretary-treasurer of the City of Joliette.  
7260-37-4-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-AUGUSTIN  
Comté de Roberval

SCHOOL COMMISSION OF ST. AUGUSTIN  
County of Roberval

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 23 mars 1939, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under resolution of March 23rd, 1939, have been drawn by lots:

*Dénomination de \$100.00:*—Nos C-1, 5, 38, 46, 56 et 71.

*Denomination of \$100.00:*—Nos C-1, 5, 38, 46, 56 and 71.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1944, from which date they shall cease to bear interest.

Le secrétaire-trésorier,  
7376-o OSIAS BRASSARD.

OSIAS BRASSARD,  
Secretary-Treasurer.

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE  
BAGOTVILLE

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF  
BAGOTVILLE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 10 novembre 1942, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under resolution of November 10th, 1942, have been drawn by lots:

*Dénomination de \$100.00:*—Nos C-4, 6, 10, 12, 19, 20, 26, 34, 59, 88, 91, 94, 103 et 128.

*Denomination of \$100.00:*—Nos C-4, 6, 10, 12, 19, 20, 26, 34, 59, 88, 91, 94, 103 et 128.

*Dénomination de \$500.00:*—Nos D-29, 39, 40, 43, 47, 55, 65, 74, 108, 114, 125, 126, 127, 135, 148, 153, 155, 187 et 189.

*Denomination of \$500.00:*—Nos D-29, 39, 40, 43, 47, 55, 65, 74, 108, 114, 125, 126, 127, 135, 148, 153, 155, 187 et 189.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1944, from which date they shall cease to bear interest.

Le secrétaire-trésorier,  
7377-o JOS.-EUG. TREMBLAY.

JOS.-EUG. TREMBLAY,  
Secretary-Treasurer.

VILLE DE BAGOTVILLE

TOWN OF BAGOTVILLE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 175, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-Law No. 175, have been drawn by lots:

*Dénomination de \$100.00:*—Nos C-29, 71, 153, 182, 225, 230, 260, 276, 331, 333, 335, 388, 390, 392, 413, 448, 465, 505 et 553.

*Denomination of \$100.00:*—Nos. C-29, 71, 153, 182, 225, 230, 260, 276, 331, 333, 335, 388, 390, 392, 413, 448, 465, 505 et 553.

*Dénomination de \$500.00:*—Nos D-7, 8, 248, 391, 472, 473, 474, 565, 566, 567, 589, 590, 591, 592, 593, 747, 867, 873, 875, 901 et 902.

*Denomination of \$500.00:*—Nos. D-7, 8, 248, 391, 472, 473, 474, 565, 566, 567, 589, 590, 591, 592, 593, 747, 867, 873, 875, 901 et 902.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1944, from which date they shall cease to bear interest.

Le secrétaire-trésorier,  
7378-o JOS.-EUG. TREMBLAY.

JOS.-EUG. TREMBLAY,  
Secretary-Treasurer.

PAROISSE DE LAROCHE

PARISH OF LAROCHE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 10, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-Law No. 10, have been drawn by lots:

*Dénomination de \$100.00:*—Nos C-4, 6, 12, 17, 19, 29, 41, 42, 46, 56, 60, 61 et 64.

*Denomination of \$100.00:*—Nos C-4, 6, 12, 17, 19, 29, 41, 42, 46, 56, 60, 61 and 64.

*Dénomination de \$500.00:*—Nos D-11, 14 et 19.

*Denomination of \$500.00:*—Nos D-11, 14 and 19.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

7379-o Le secrétaire-trésorier,  
ANTONIO DELISLE.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN  
Comté de Roberval

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 17, ont été tirées au sort:  
*Dénomination de \$100.00*—Nos C-94, 106, 121, 154 et 181.

Les dites obligations sont remboursables le 1er novembre 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

7380-o Le secrétaire-trésorier,  
ÉDOUARD NIQUET.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "American Can Company", dont le siège social est à 230 avenue Park, cité de New-York, état de New-York, États-Unis d'Amérique, a, par nouveau pouvoir de procuration exécuté le 29ième jour d'août 1944, nommé M. Gerald H. McVean, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, son agent principal dans ladite Province en lieu et place de M. Gordon Mann, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec; ainsi que les assignations audit Gerald H. McVean comme son agent principal dans la province de Québec relativement à telles poursuites ou procédures, seront acceptées comme légales et obligatoires par ladite compagnie à toutes fins que de droit. Avis est de plus donné que le bureau principal de la compagnie à Montréal, Québec, est établi au N° 2065 rue Jeanne d'Arc, dans ladite cité de Montréal, dans notre dite province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 septembre 1944.

7387 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED

*Sommaire du règlement N° 32*

Le règlement N° 32, passé par les directeurs le 6 juillet 1944, déclare que la compagnie a discontinué ses opérations sauf pour fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations en cours et impayées, et stipule que, après avoir pourvu aux frais de la liquidation, tout l'actif restant de la compagnie soit distribué au *pro rata* entre ses actionnaires.

Montréal, le 25 septembre 1944.

7390 TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED,  
Par le secrétaire-trésorier,  
G.-R. SAUCIER.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat du Textile de Soie de Saint-Hyacinthe" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 septembre 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

7392-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1944, from which date they shall cease to bear interest.

7379-o ANTONIO DELISLE,  
Secretary-Treasurer.

DRAWING OF BONDS

PARISH OF ST. AUGUSTIN  
County of Roberval

The following bonds, issued under By-Law No. 17, have been drawn by lots:  
*Denomination of \$100.00*—Nos. C-94, 106, 121, 154 and 181.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1944, from which date they shall cease to bear interest.

7380-o ÉDOUARD NIQUET,  
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the American Can Company, whose head office is at 230 Park Avenue, New York City, State of New York, United States of America, has, by new power of attorney, executed on the 29th day of August, 1944, constituted Mr. Gerald H. McVean, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, Chief Agent in said Province, in the place and stead of Mr. Gordon Mann, for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec; and the service of process upon the said Gerald H. McVean as its principal Agent in the Province of Quebec in respect of such suits, or proceedings, shall be accepted as legal and binding by the said Company to all intents and purposes whatever. Notice is also given that the principal office of the Company at Montreal, Quebec, is established at 2065 Jeanne d'Arc Street, in the said City of Montreal, in our said Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, September 18th, 1944.

7387-o JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED

*Summary of By-law No. 32*

By-law No. 32, passed by the Directors on July 6, 1944, declares that the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations outstanding and unpaid, and provide that, after making provision for the costs of winding-up, all the remaining assets of the Company are to be distributed *pro rata* amongst its shareholders.

Montreal, September 25, 1944.

7390-o TERMINAL HOUSING COMPANY, LIMITED,  
By G. R. SAUCIER,  
Secretary-Treasurer.

The formation of an association, under the name of "Syndicat du Textile de Soie de Saint-Hyacinthe" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 16th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Saint-Hyacinthe, in the district of Saint-Hyacinthe.

7392 Under Secretary of the Province,  
JEAN BRUCHESI,

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Employés des Industries Baribeau" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du 27 septembre 1944.

Le siège principal de la société est à 92 de la rue Commerciale à Lévis.

7400-0 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés des Industries Baribeau" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 27th, 1944.

The principal place of business of the association is at 92 "Commerciale" street, Lévis.

7400 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

**Bureaux-Chef**

WEST AMULET MINES LIMITED  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "West Amulet Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées en date du 28 août 1944, et ayant son siège social dans le canton de Duparquet dans le comté d'Abitibi, Québec, a établi son bureau à Duparquet, dans ledit canton de Duparquet.

A compter de la date de ce présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, le 30 août 1944.

WEST AMULET MINES LIMITED,  
(Libre de responsabilité personnelle).

7384 Le président,  
W. B. MAXWELL.

**AVIS**

Avis est donné que la compagnie "Autobus Fournier Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 avril 1940, et ayant son principal bureau dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au n° 73 de la rue St-Vallier, l'a transporté au n° 10 de l'avenue du Saint-Sacrement, à Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-sixième jour de septembre de l'année 1944.

[Sceau] Le secrétaire,  
7394-0 WILBROD BHÉRER.

LE MAGASIN DES SPÉCIALITÉS, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que Le Magasin des Spécialités, Limitée, corporation constituée par lettres patentes de la Province de Québec, en date du trente mars mil neuf cent quarante-quatre, ayant le siège de ses affaires à Kénogami, dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au N° 31, rue Ste-Famille, à Kénogami.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Kénogami, 26 septembre 1944.

7402-0 Le secrétaire,  
RAY. BELLEAU.

**Chief-Offices**

WEST AMULET MINES LIMITED  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that West Amulet Mines Limited (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 28th day of August, 1944, and having its Head Office at the Township of Duparquet in the County of Abitibi, Quebec, has established its office at Duparquet, in the said Township of Duparquet.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Toronto, Ontario, this 30th day of August, 1944.

WEST AMULET MINES LIMITED,  
(No Personal Liability).

7384-0 W. B. MAXWELL,  
President.

**NOTICE**

Notice is given that the company "Autobus Fournier Ltée" incorporated by letters patent dated April 15th, 1940, and having its head office in the city of Quebec, where it has had its office up to now at No. 73 St. Vallier street, has moved it to No. 10 Saint Sacrement avenue, Quebec.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-sixth day of September, in the year 1944.

[Seal] WILBROD BHÉRER,  
7394 Secretary.

LE MAGASIN DES SPÉCIALITÉS, LIMITÉE

Notice is hereby given that "Le Magasin des Spécialités, Limitée", a corporation incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth of March, nineteen hundred and forty-four, and having its place of business at Kenogami, in the district of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 31, Ste-Famille street, Kenogami.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Kenogami, September 26th, 1944.

7402 RAY. BELLEAU,  
Secretary.

**Département de l'Agriculture  
Industrie laitière**

**Department of Agriculture  
Dairy Industry**

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 7-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-  
vince de Québec.

Séance du jeudi, 28 septembre 1944, tenue au  
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,  
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président,  
Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires,  
Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'in-  
dustrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute  
personne qui, directement ou indirectement,  
vend ou livre du lait dans les limites de la région  
de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la  
cité de Rivière-du-Loup.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-  
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque  
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$2.60 net  
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite  
région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou  
livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la  
chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région  
de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer du  
lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à  
une maison de pension, à un marchand ou à tout  
autre établissement de commerce, à des prix infé-  
rieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la  
pinte. En ce qui concerne les maisons de pension,  
le présent article ne vise que les établissements  
généralement connus sous ce nom où, moyennant  
une considération pécuniaire, on sert trente  
repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance  
N° 7-H-42 de la dite Commission publiée dans  
la *Gazette officielle de Québec* du 10 octobre 1942,  
et entre en vigueur le jour de sa publication dans  
la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé  
de publier la présente ordonnance dans le pro-  
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du  
Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,  
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
7404-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 59-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-  
vince de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 7-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of  
the Dairy Industry Commission of the Pro-  
vince of Quebec.

Meeting of Thursday, September 28th, 1944,  
held in the office of the Dairy Industry Commis-  
sion, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, chairman,  
Jules Côté and Gilbert MacMillan, commis-  
sioners, Alphonse Savoie, secretary.

Considering the conditions of the dairy indus-  
try within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person  
who, directly or indirectly, sells or delivers milk  
within the limits of the region of Rivière du  
Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the  
city of Rivière du Loup.

3. Any milk dealer must pay directly to his  
producers suppliers, for each hundred pounds of  
milk which he receives from them \$2.60 net  
F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said  
region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver  
milk at prices inferior to six cents a pint and  
eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said  
region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver  
milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a board-  
ing-house, a dealer or to any other business estab-  
lishment, at prices inferior to five and half cents  
a pint and ten cents a quart. As far as concerns  
boarding-houses, the present article includes  
only establishments commonly known as board-  
ing-houses where, for monetary consideration,  
thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 7-H-42  
of said Commission, published in the *Quebec  
Official Gazette*, October 10, 1942, and comes into  
force on the date of its publication in the *Quebec  
Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged  
with the publication of the present order in the  
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and  
Trade Board.

D. GORDON,  
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy  
7404-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 59-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of  
the Dairy Industry Commission of the Pro-  
vince of Quebec.

Séance du jeudi, 28 septembre 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, Président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, Commissaires, Alphonse Savoie, Secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterloo;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

2. La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, au moins \$2.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, au moins \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 59-E-38 concernant la région de Waterloo et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. DR. ÉMILE NADEAU, Président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

(Certifié): ALPHONSE SAVOIE,  
7405-o Secrétaire.

Meeting of Thursday, September 28th, 1944, held in the Office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Waterloo;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, at least \$2.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, at least \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 59-E-38 concerning the region of Waterloo and comes into force on the date of its publication in the *Official Gazette of Quebec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

(Signed): MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, President,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

(Certified): ALPHONSE SAVOIE,  
7405-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 1116-42.

Québec, le 19 septembre 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Clermont, comté de l'Abitibi-Ouest, les lots 58 à 62 inclusivement des rangs VI et VII du canton de Demeloises pour les annexer à celle de Normetal.

7330-38-2-o Pour le Surintendant,  
JOS.-A. PAQUET.

Conformément à la Loi 8, Geo. VI, chapitre 15, section 1, article 3, je donne avis que la majorité des commissions scolaires de Richmond-Drummond-Arthabaska ont présenté une requête en vue de l'érection d'une commission scolaire centrale.

Québec, le 26 septembre 1944.

7395 Le surintendant de l'instruction publique,  
VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 1116-42.

Quebec, September 19th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of Clermont, county of Abitibi-West, lots 58 to 62 inclusively of Ranges VI and VII of the township of Demeloises, and to annex the same to that of Normetal.

7330-38-2 JOS.-A. PAQUET,  
for the Superintendent.

In accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division 1, Section 3, I give notice that the majority of the school boards in the Richmond-Drummond-Arthabaska unit have petitioned for the erection of a central school board.

Quebec, September 26, 1944.

7395-o VICTOR DORÉ,  
Superintendent of Education.

## Département des Terres &amp; Forêts

## Department of Lands &amp; Forests

## AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 53-1 à 53-7 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 août 1944.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-Ministre,  
AVILA BÉDARD.

7396-o

## NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Colomb-de-Sillery, Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 53-1 to 53-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 26th, 1944.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

7396-o

## Examens du Barreau—Bar Examinations

## BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Cimon.....	Pierre.....	20	Québec.....	Collège des Jésuites et Ste-Anne de la Poctière.

Québec, le 19 septembre 1944—Quebec, September 19th, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,  
ÉDOUARD LALIBERTÉ.

7321-38-2-o

Secretary of the Quebec Bar.

## BARREAU DE MONTRÉAL. — BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Arbour.....	Pierre.....	20	Montréal.....	Institut Mongeau—St-Hilaire.
2.—Cromp.....	Thérèse.....	31	Montréal.....	Collège Marie-Anne.
21.—Massicotte.....	Jean-Paul.....	21	Montréal.....	Professeur A. Ladouceur.
22.—Wright.....	W. R.....	25	Montréal.....	Université McGill.

Montréal, le 26 septembre 1944.—Montreal, September 26th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

GEORGE BRODERICK,

Secretary of the Bar of Montreal.

7393-39-2-o

## Minutes de notaires

## Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Roger Marchand, notaire, demeurant à St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et pratiquant à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de monsieur Napoléon-P. Lapierre, en son vivant notaire, qui exerçait à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Québec, le 1er septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

7200-36-5-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger Marchand, notary, residing at St-Basile-le-Grand, county of Chambly, and practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Napoléon-P. Lapierre, in his lifetime notary, practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu.

Quebec, September 1st, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

7200-36-5

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Joseph Jacques Lagassé, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Edward B. Worthington, notaire, démissionnaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 25 septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,  
7389-39-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Jacques Lagassé, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Edward B. Worthington, resigning notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Quebec, September 25th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

### Nominations

N° 1681-el.

Québec, le 31 août 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer MM. Raymond Côté et Marcel Dufour au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de "Exaltation-de-la-Ste-Croix-de-Tadoussac", comté de Saguenay, en remplacement de MM. Tancred Bouliane et Armand Savard.

N° 1681-el.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer MM. Fabien Locas et Maurice Locas au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Mont-Rougeau, comté de Laval.

N° 1793-el.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer M. Armand Beaulieu au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Villeroy, comté de Lotbinière.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer M. Ludger Bouchard en remplacement de M. Joseph Bérubé, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Michel-de-Mistassini, comté de Roberval.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer MM. Camille Lavoie et Joseph Dagenais, en remplacement d'eux-mêmes, au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Elzéar-de-Laval, dans le comté de Laval.

N° 77-el.

Québec, le 1er septembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 29 août 1944, de nommer M. Armand Vadnais au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville.

N° 1931-el.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du

### Appointments

No. 1681-el.

Quebec, August 31st, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Messrs. Raymond Côté and Marcel Dufour, School Commissioners for the school municipality of "Exaltation-de-la-Ste-Croix-de-Tadoussac", county of Saguenay, to replace Messrs. Tancred Bouliane and Armand Savard.

No. 1681-el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Messrs. Fabien Locas and Maurice Locas, School Commissioners for the school municipality of Mont-Rougeau, county of Laval.

No. 1793-el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Mr. Armand Beaulieu, School Commissioner for the school municipality of Villeroy, county of Lotbinière.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Mr. Ludger Bouchard to replace Mr. Joseph Bérubé, as School Commissioner for the school municipality of St-Michel-de-Mistassini, county of Roberval.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Messrs. Camille Lavoie and Joseph Dagenais, to replace themselves, School Commissioners for the school municipality of St-Elzéar-de-Laval, in the county of Laval.

No. 77-el.

Quebec, September 1st, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Mr. Armand Vadnais, School Commissioner for the school municipality of l'Ange-Gardien, in the county of Rouville.

No. 1931-el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council

29 août 1944, de nommer MM. Roméo Pépin et Ernest Anctil au poste de commissaires d'écoles, en remplacement de MM. Léon Leblanc et Lorenzo Turcotte, pour la municipalité scolaire de Pascalis, dans le comté de l'Abitibi-Est.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 29 août 1944 de nommer M. Léopold Lebreux au poste de commissaire d'écoles pour le second terme d'office, pour la municipalité scolaire de Castagnier, dans le comté de l'Abitibi-Est. 7386-0

dated August 29th, 1944, to appoint Messrs. Roméo Pépin and Ernest Anctil, School Commissioners to replace Messrs. Léon Leblanc and Lorenzo Turcotte, for the school municipality of Pascalis, in the county of Abitibi-East.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 29th, 1944, to appoint Mr. Léopold Lebreux, School Commissioner, for a second term of office, for the school municipality of Castagnier, in the county of Abitibi-East. 7386

### Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE

Avis public est par les présentes donné, que la propriété ci-après décrite, située dans la Ville de Bourlamaque, sera vendue à l'enchère public au bureau du soussigné, 39 avenue Perrault, Bourlamaque, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, 1944, à DIX heures du matin, pour taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes et dépens ne soient payés avant la vente; cette propriété sujet aux conditions d'un bail emphyteutic:

WM. JENSEN—Lot N° 479, du cadastre officiel de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Donné, à la Ville de Bourlamaque, ce seizième jour de septembre, 1944.

Le secrétaire-trésorier,  
A. R. RANDALL.

7319-38-2-0

Canada, Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la Corporation de la Ville de Magog, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du soussigné, le LUNDI 30 OCTOBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau de la Corporation de la ville de Magog, à Magog, Québec.

### Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE

Public notice is hereby given that the property hereinafter described, situated in the Town of Bourlamaque, will be sold at public auction at the office of the undersigned, 39 Perrault Ave., Bourlamaque, on WEDNESDAY, OCTOBER EIGHTEENTH 1944, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes with interests, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes and costs be paid before the sale; said property subject to the terms of an Emphyteutic lease:

WM. JENSEN—Lot No. 479, of the official cadastre of the Town of Bourlamaque, Abitibi County.

Given at the Town of Bourlamaque, this 16th day of September, 1944.

A. R. RANDALL,  
Secretary-Treasurer.

7319-38-2-0

Canada, Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given by the undersigned Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Corporation of the Town of Magog, that the properties hereinafter designated shall be sold by public auction in the office of the undersigned on MONDAY, OCTOBER 30th, 1944, at TEN o'clock A.M. in payment of the Municipal and School taxes and interest mentioned hereafter and the costs to be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the Corporation of the Town of Magog at Magog, Que.

Nom du propriétaire Name of proprietor	N° du lot Cadastral No.	Taxes	Intérêt Interest	Total
Buzzell, Burnald.....	468.....	\$ 139.93	\$ 22.10	\$ 162.03
" ".....	469.....	20.35	2.59	22.94

Donné en la ville de Magog, ce 18ème jour de septembre 1944.

Le secrétaire-trésorier,  
A. GIRARD.

7320-38-2-0

Given in the Town of Magog, this 18th day of September 1944.

A. GIRARD,  
Secretary-Treasurer.

7320-38-2-0

**VENTES PAR LES SHÉRIFS**

**SHERIFFS' SALES**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias et de Terris*

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska  
Montréal, à savoir: } GASTON ARCHAM-  
N° 193730 } BAULT, avocat, do-  
milié à Montréal, et pratiquant sa profession  
d'avocat en les cité et district de Montréal, de-  
mandeur; vs DAME BLANCHE EUPHRASIE  
BOURASSA, épouse séparée de corps et de biens  
de François Xavier Amyot, et le dit FRANÇOIS  
XAVIER AMYOT tant personnellement que  
pour autoriser son épouse, tous deux des cité  
et district de Montréal, défendeurs.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias et de Terris*

Superior Court.—District of Arthabaska  
Montreal, to wit: } GASTON ARCHAM-  
No. 193730 } BAULT, advocate, do-  
miciled at Montreal, and practising his profession  
of advocate in the city and district of Montreal,  
plaintiff; vs DAME BLANCHE EUPHRASIE  
BOURASSA, wife separate as to bed and board  
of François Xavier Amyot, and the said FRAN-  
ÇOIS XAVIER AMYOT, both personally and  
to authorize his wife, both of the city and district  
of Montreal, defendants.

Comme appartenant aux défendeurs:  
"Un immeuble (à Ste-Anastasia) terrain et  
bâtisses dessus construites et désigné comme  
étant le lot N° 14-2-45 (quatorze-deux-quarante-  
cinq) du rang six (6) du canton de Nelson, comté  
de Mégantic.

As belonging to the defendants:  
An immovable (at Ste-Anastasia), lot of land  
and buildings thereon erected and designated  
as being lot No. 14-2-45 (fourteen-two-forty-five)  
of Range six (6) of the township of Nelson,  
county of Megantic.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Ste-Anastasia, comté de Mégantic,  
le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE  
1944, à UNE heure de l'après-midi.

To be sold at the church door of the parish  
of Ste-Anastasia, county of Megantic, on the  
THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1944, at  
ONE o'clock in the afternoon.

Le shérif,  
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.  
Arthabaska, 25 septembre 1944. 7398-39-2-o  
[Première publication, 30 septembre 1944]

Sheriff's Office,  
Arthabaska, September 25th, 1944. 7398-39-2  
[First publication, September 30th, 1944]

**MONTRÉAL**

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure—District de Montréal  
Montréal, à savoir: } GEORGE LEONARD  
229009 } ALEXANDER *et al*,  
demandeurs; vs DAME JUDITH ROBITAIL-  
LE, veuve de feu J. E. Slater, défenderesse.

"Un cinquième indivis d'un emplacement étant  
une partie du lot numéro cent soixante-dix-neuf  
(179) des plan et livre de renvoi officiels du quar-  
tier Saint-Antoine de la Cité de Montréal, mesu-  
rant cinquante-quatre (54) pieds de largeur sur  
soixante (60) pieds de profondeur, et plus ou  
moins, borné en front par la rue Albert, en arrière  
par une ruelle, d'un côté par une autre ruelle et de  
l'autre côté par le lot numéro cent vingt-deux  
(122) des dits plan et livre de renvoi officiels,  
avec les trois maisons érigées sur le dit terrain,  
ayant front sur la rue Albert et portant les nu-  
éros civiques 2050 à 2060 de la dite rue. Ce  
terrain est la partie sud-ouest du dit lot cent  
soixante-dix-neuf (179) qui est contiguë au lot  
numéro cent vingt-deux aux dits plan et livre  
de renvoi."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DEUX NOVEMBRE prochain,  
à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.  
Montréal, 27 septembre 1944. 7406-39-2-o  
[Première publication, 30 septembre 1944]

**MONTRÉAL**

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal  
Montreal, to wit: } GEORGE LEONARD  
229009 } ALEXANDER *et al*,  
plaintiffs; vs DAME JUDITH ROBITAILLE,  
widow of the late J. E. Slater, defendant.

An undivided fifth of an emplacement being  
a part of lot number one hundred and seventy-  
nine (179) of the official plan and book of refer-  
ence of Saint Antoine Ward of the City of  
Montreal, measuring fifty-four (54) feet in  
width by sixty (60) feet in depth, and more or less,  
bounded in front by Albert street, in rear by a  
lane, on one side by another lane and on the other  
side by lot number one hundred and twenty-two  
(122) of said official plan and book of reference—  
with the three houses erected on the said emplace-  
ment, fronting on Albert street and bearing civic  
numbers 2050 to 2060 of said street. The said  
emplacement is the Southwest part of said lot one  
hundred and seventy-nine (179) which is conti-  
guous to lot number one hundred and twenty-two  
of the said plan and book of reference.

To be sold, at my office, in the city of Montreal,  
on the SECOND day of NOVEMBER next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, September 27th, 1944. 7406-39-2  
[First publication, September 30th, 1944]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;  
N° 3288/43 } L contre DAME MARIE

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;  
No. 3288/43 } T against DAME MARIE

LEMAÎTRE DE LOTTINVILLE, de la Cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de A.-J. Nadeau, en son vivant de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, défenderesse; et MAURICE NADEAU, de la Cité de Montréal, dans le district de Montréal, en sa qualité d'héritière de feu Dame A.-J. Nadeau, défenderesse susdite, jugement signifié le 25 novembre 1943; et GERMAINE NADEAU, de la Cité de Montréal, dans le district de Montréal, en sa qualité d'héritière de feu Dame A.-J. Nadeau, défenderesse susdite, jugement signifié le 25 novembre 1943, défendeurs es-qualité, à savoir:

Le lot N° 961 (neuf cent soixante-et-un) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier St-Roch, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté est de la rue du Pont, borné en front vers l'ouest par la rue Du Pont, à l'est par Joseph Boivin, au nord par la rue St-François et au sud par P.-F. Rhéaume ou ses représentants, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet aux servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 28 septembre 1944. [Première publication, 30 septembre 1944] [Deuxième publication, 14 octobre 1944]

Le shérif,  
L. LAPIERRE.

7403-39-2-0

LEMAÎTRE DE LOTTINVILLE, of the City of Montreal, in the district of Montreal, widow of A. J. Nadeau, in his lifetime of our City of Quebec, in Our district of Quebec, defendant; and MAURICE NADEAU, of the City of Montreal, in the district of Montreal, in his quality of heir of the late Dame A. J. Nadeau, aforesaid defendant, judgment rendered on November 25th, 1943; and GERMAINE NADEAU, of the City of Montreal, in the district of Montreal, in her quality of heir of the late Dame A. J. Nadeau, aforesaid defendant, judgment rendered on November 25th, 1943, defendants es-qualité, to wit:

Lot No. 961 (nine hundred and sixty-one) of the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now St-Roch Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on the East side of du Pont Street, bounded in front on the West by du Pont street, on the East by Joseph Boivin, on the North by St-François street, and on the South by P. F. Rhéaume or his representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the active and passive, apparent or unapparent servitudes.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, September 28, 1944. [First publication, September 30th, 1944] [Second publication, October 14th, 1944]

L. LAPIERRE,  
Sheriff.

7403-39-2

### RICHELIEU

*Fieri Facias de Terris.*

Cour Supérieure—District de Richelieu.

N° 10131 } GEORGES SHOONER, JEAN SHOONER ET JACQUES SHOONER, tous trois du village de Pierreville, district de Richelieu, ès-qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Omer Shooner, faisant affaires tous trois à Pierreville, sous les nom et raison sociale de "Shooner & Cie", demandeurs; vs VICTORIN VINCENT, cultivateur, demeurant à Saint-Pie-de-Guire, district de Richelieu, défendeur:

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant quatre-vingt-cinq (85) arpents de terre en superficie environ, tenant en front au chemin de front du dixième rang, en arrière à la Rivière aux Vaches, d'un côté au sud-est à R. Parenteau et de l'autre côté à Ernest Forcier, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du Comté d'Yamaska pour ladite paroisse de Saint-Pie-de-Guire, comme étant les lots numéros cent dix, cent onze et partie cent douze (110, 111 et partie 112).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pie-de-Guire, MARDI, le TRENTE ET UN OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sorel, le 26 septembre 1944. [Première publication, 30 septembre 1944]

Le shérif,  
MICHEL SAINT-GERMAIN.

7399-39-2-0

### RICHELIEU

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court—District of Richelieu

No. 10131 } GEORGES SHOONER, JEAN SHOONER AND JACQUES SHOONER, all three of the village of Pierreville, district of Richelieu, ès quality of testamentary executors to the estate of the late Omer Shooner, all three carrying on business at Pierreville, under the firm name and style of "Shooner & Cie", plaintiffs; vs VICTORIN VINCENT, farmer, residing at Saint-Pie-de-Guire, district of Richelieu, defendant:

A parcel of land being and situate in the parish of Saint-Pie-de-Guire, containing about eighty-five (85) arpents of land in area, bounded in front by the front road of the tenth range, in rear by "Rivière aux Vaches" on one side on the South-east by R. Parenteau, and on the other side by Ernest Forcier, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the county of Yamaska, for the said parish of Saint-Pie-de-Guire as being lots numbers one hundred and ten, one hundred and eleven and part of one hundred and twelve (110, 111 and part 112).

To be sold at the parochial church door of Saint-Pie-de-Guire, on TUESDAY, the THIRTY FIRST of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, September 26th, 1944. [First publication, September 30th, 1944]

MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sheriff.

7399-39-2

Arrêtés en Conseil

Orders-in-Council

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 3516

Number 3516

Québec, le 21 septembre 1944.

Quebec, September 21, 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Windsor.

Concerning a collective labour agreement relating to the commercial establishments of Windsor.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'Association des Employés de Magasin de Windsor a présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), "L'Association des Employés de Magasins de Windsor" has presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

D'UNE PART :

ON THE ONE PART :

L'Association des Employés de Magasin de Windsor,

"L'Association des Employés de Magasin de Windsor",

Et, D'AUTRE PART :

And, ON THE OTHER PART :

Les propriétaires d'établissements de Windsor dont les noms suivent :

Owners of establishments in Windsor whose names are as follows :

Max Adam; J.-H. Barreault; Florence Beaudin; J.-Léo Beaupré; Émile Caron; Onil Champagne; Mme Joseph Côté; Donat Fortin; L. Lahaige; Laurent Lemay; P.-B. Lemire; E. Massé; J.-H. Morin; Antoinette Roy; Nazaire Roy; C.-A. St-Pierre; Conrad Binette; Mme Célestin Thibault;

"Adam, Max; Barreault, J. H.; Beaudin, Florence; Beaupré, J.-Léo.; Caron, Émile; Champagne, Onil; Côté, Mme Joseph; Fortin, Donat; Lahaige, L.; Lemay, Laurent; Lemire, P. B.; Massé, E.; Morin, J. H.; Roy, Antoinette; Roy, Nazaire; St-Pierre, C. A.; Sinotte, Conrad; Thibault, Mme Célestin,

pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, livraison du 8 juillet 1944;

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 8, 1944;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant signification and importance for the establishment of conditions of work in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Attendu que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Whereas, as regards the publication of notices, the provisions of the Act have been duly observed;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Whereas objections have been presented against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des marchands régis par ladite convention collective de se conformer à ses dispositions, par décision rendue à sa séance du 12 septembre 1944;

Whereas the Regional War Labour Board of Quebec has approved the said request, at its meeting of September 12, 1944, has ordered each and every merchant governed by the said collective agreement to abide by its provisions;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 8 juillet 1944.

That the said request be accepted, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, on July 8, 1944.

I.—*Définitions*.—Pour les fins du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée :

I.—*Définitions*.—For the purposes of the present decree, the following terms shall have the meaning hereinafter given to them :

a.—Le terme "établissement industriel" désigne les cordonneries et selleries où l'on fabrique ou répare des articles en cuir, toile, feutre, caoutchouc et tous les autres articles qui font ordinairement le commerce de la cordonnerie ou de la sellerie.

a.—The term "industrial establishment" means the shoemakers' and harness-makers' shops where leather goods, canvas, felt, rubber and any other articles ordinarily connected with the shoemaking or harness-making trade are manufactured or repaired.

b.—Le terme "établissement commercial" désigne tous les commerces de détail comprenant les boucheries, les merceries, les épicerie, les magasins de chaussures, les magasins de confections, les pharmacies, les restaurants-épicerie, les magasins de meubles, les bijouteries, les feronneries, les quincailleries, les magasins de chapeaux, de peinture, de tapisserie, le colportage, les magasins à rayon ainsi que tous les genres de commerce de détail qui existent ou qui pourraient exister pendant la durée du présent décret.

c.—Le mot "boucherie" désigne tout établissement où l'on fait la vente au détail des viandes des animaux destinés à la consommation, l'abatage et le découpage de tels animaux ainsi que la salaison et le fumage des viandes.

d.—Le mot "épicerie" désigne tout établissement où l'on fait la vente au détail des épices, conserves alimentaires, légumes, fruits, miel, café, sucre, thé, savon, vinaigre, tabacs, pétrole, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, bonbons, poissons, lait, beurre, œufs, crème et autres denrées indigènes et exotiques ou autres qui servent dans l'économie domestique, à l'exclusion des viandes.

e.—Le terme "restaurant-épicerie" désigne tout établissement où l'on fait au détail la vente de l'épicerie, des fruits, dragées, tabacs, cigarettes, liqueurs en bouteilles, crème glacée, de certaines denrées indigènes et exotiques servant dans l'économie domestique ainsi que des bonbons et où l'on prépare en outre de légères collations, des rafraîchissements au public consommateur qui en paie le prix.

f.—Le terme "magasin à rayons" désigne tout établissement où l'on vend surtout des objets de bas prix de \$0.10, \$0.15, \$0.25, \$1.00 et plus, et où l'on vend à peu près de tout, entre autres des coupons, articles pour bébés, marchandises à la verge, etc.

g.—Le terme "magasin de confections" désigne tout commerce de détail où l'on vend des habits tout faits ou faits sur mesure ainsi que des manteaux, robes, sous-vêtements, hardes faites.

h.—Le mot "commis" désigne toute personne exécutant du travail de commis ou préposée à la caisse, à l'achat, au classement, à l'étalage, à la surveillance, à la vente, à l'emballage et à la livraison de toute chose pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente d'une manière quelconque dans les commerces mentionnés aux paragraphes précédents du présent article.

II.—*Jurisdiction industrielle et commerciale*.—Le présent décret régit toute personne exploitant un des commerces suivants: épicerie, boucherie, mercerie, chaussures, confections, pharmacie, restaurant, restaurant-épicerie, meubles, bijouterie, feronnerie, quincaillerie, chapeaux, peinture, tapisserie, colportage, sellier, cordonnier ou magasins à rayons, dans les limites de la juridiction territoriale ci-après décrite.

III.—*Jurisdiction territoriale*.—Le présent décret s'applique à la ville de Windsor, Qué., et à tout le territoire compris dans un rayon de trois milles de ses limites.

IV.—*Heures de travail dans les établissements industriels et commerciaux de détail*.—a.—La durée totale régulière de travail hebdomadaire des salariés est de cinquante-deux (52) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b.—The term "commercial establishment" means all retail trade establishments, including butcher-shops, haberdasheries, groceries, shoe-stores, ready-made shops, drug-stores, restaurants-groceries, furniture stores, jewellery, hardware, ironmongery, hat, paint and wall-paper stores; it also applies to peddling, department stores and all kinds of retail trades actually existing or which may come into existence while the present decree is in force.

c.—The term "butcher-shop" means any establishment selling in retail the flesh or animals intended to be consumed, doing the slaughtering and cutting of such animals and doing the salting and smoking of meat.

d.—The word "grocery" means any establishment selling, in retail, spices, preserves, vegetables, fruits, honey, coffee, sugar, tea, soap, vinegar, tobacco, gasoline, cigarettes, soft drinks (in bottles), ice cream, bonbons, fish, milk, butter, eggs, cream and home-grown, foreign and other produce used in domestic economy, not including meat.

e.—The words "restaurant-grocery" mean any establishment selling, in retail, groceries, fruits, sugar-plums, bonbons, tobacco, cigarettes, soft drinks (in bottles), ice cream, some home-grown and foreign produce used in domestic economy; besides, it may also prepare and serve light lunches and refreshing drinks to the paying customers.

f.—The words "department store" mean any establishment mostly engaged in the sales of low-cost articles of \$0.10, \$0.15, \$0.25, \$1.00 and more, and of all kinds such as: coupons, articles for babies, merchandise sold by the yard, etc.

g.—The words "ready-made shops" mean any retail trade establishment selling ready-made or made-to-measure suits of clothes, cloaks, overcoats, dresses, underclothing and ready-made clothes.

h.—The word "clerk" means any person doing the work of clerk or committed to the sales, wrapping, delivery, classification, purchase, cash-box, supervision and the displaying of any article which may legally be the object of a sale contract in any manner whatsoever in the trades mentioned in the preceding subsections of the present section.

II.—*Commercial and industrial jurisdiction*.—The present decree shall apply to any person engaged in any one of the following trades: grocery, butcher's, haberdashery, shoes, ready-made articles, drugs, restaurant, restaurant-grocery, furniture, jewellery, hardware, hats, paint, wall-paper, peddling, harness-making, shoemaking, department stores, within the limits of the territorial jurisdiction described hereinafter.

III.—*Territorial jurisdiction*.—The present decree shall apply to the town of Windsor, Que. and to all the territory within a radius of three miles from its limits.

IV.—*Working hours in retail industrial and commercial establishments*.—a.—The regular total weekly duration of labour for employees is of fifty-two (52) hours distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Wednesday: from 8.00 a.m. to 12.00 noon;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b.—En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ne peut faire travailler un salarié à la vente, soit au comptoir ou par téléphone.

c.—Nonobstant ce qui précède, dans les restaurants-épiceries, les heures de travail sont celles nécessaires à l'entreprise, mais aucun salarié ne peut travailler à la vente de l'épicerie, de la mercerie et de tout autre article prévu précédemment en dehors des heures de travail mentionnées au paragraphe "a" du présent article pour les autres établissements.

d.—Cependant le travail peut être prolongé:

1) jusqu'à 10.00 p.m. le jeudi soir, si l'une des fêtes chômées énumérées à l'article V tombe un vendredi;

2) jusqu'à 10.00 p.m. les trois (3) jours précédant la fête de Noël et les deux (2) jours précédant le Premier de l'An, le dimanche n'étant pas compris dans ces jours.

*Réserve:*—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V.—*Jours de fête chômés:*—a.—Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la St-Jean-Baptiste, (24 juin), l'Ascension, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, le jour d'Actions de Grâce (fixé par proclamation), l'Immaculée Conception, le jour de Noël, ainsi que les 26 décembre et 2 janvier.

b.—Dans les cas où l'une des fêtes ci-haut décrites tombe un dimanche, le lundi suivant est chômé.

VI.—Nul n'a le droit de travailler à la vente des produits ordinairement vendus dans les établissements énumérés à l'article I, à moins d'avoir à cette fin un établissement de commerce régulier et continu, ouvert au public tous les jours non-chômés de la semaine dans le territoire assujéti au présent décret.

VII.—Dans un restaurant-épicerie, aucun employeur ou salarié ne peut travailler à la vente de produits ordinairement vendus par l'épicier, en dehors des heures de travail déterminées pour les épiceries, à l'exception toutefois du lait, de la crème, des biscuits, des pâtisseries, des dragées, des liqueurs douces, de la crème glacée et du pain.

VIII.—Tout établissement commercial régi par le décret doit être séparé de tout logis de manière à en faire un réel endroit de commerce. Cette clause n'affecte pas cependant les établissements commerciaux ouverts au public avant le 1er octobre 1942.

IX.—*Vacances payées:*—Après une année de service, tout salarié a droit à une (1) semaine de vacances payées chaque année.

X.—Tout salarié régulier doit être rémunéré pour les jours de fête chômés mentionnés à l'article V, où les établissements sont fermés.

XI.—Tout client désirant de la marchandise, en dehors des heures de travail, dans un cas éventuel de décès ou de maladie grave, doit fournir au marchand un certificat de médecin ou de l'entrepreneur de pompes funèbres.

b.—Outside the working hours hereinabove mentioned, an employee is not allowed to work and an employer is not allowed to make an employee work at selling, either at the counter or by telephone.

c.—Notwithstanding the foregoing provisions, in restaurant-groceries the working hours are those that are necessary for the carrying on of the business, but no employee may be committed to the selling of grocery, small wares, and of any other article mentioned hereinabove, outside the working hours specified for the other establishments as per subsection "a" of the present section.

d.—However, work may be continued until 10.00 p.m.:

1) On Thursday evening if one of the holidays mentioned under section V falls on a Friday;

2) The three (3) days preceding Christmas Day and the two (2) days preceding New Year's Day, Sunday not being included in those days.

*Proviso:*—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the amendments made under its authority, nor of the by-laws established by competent municipalities.

V.—*Feast days kept as holidays:*—a.—No work shall be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, the 24th of May, Saint John the Baptist Day (June 24), Ascension Day, Dominion Day (July 1), Labour Day, All Saints Day, Thanksgiving Day, (date set by proclamation), Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26, and January 2.

b.—When one of the above holidays falls on a Sunday, the following Monday is kept as a holiday.

VI.—Within the territorial jurisdiction of the present decree, no one has the right to sell products generally sold in the establishments mentioned in section I unless operating a commercial establishment in a regular and continuous manner, such establishment being open to the public every working day of the week in the said jurisdiction.

VII.—In restaurant-groceries, no employer or employee shall work at selling products ordinarily sold by grocer, outside the business hours determined for groceries, excepting, however, milk, cream, biscuits, pastries, sugar-plums, soft drinks, ice-cream and bread.

VIII.—Every commercial establishment governed by the present decree must be separated from any dwelling in such a manner that it will constitute an individual place of business. However, this shall not apply to commercial establishments operating before October 1, 1942.

IX.—*Holidays with pay:*—After one (1) year of service, every employee shall be entitled to a yearly vacation of one (1) week, with pay.

X.—Every regular employee shall be paid for the observed holidays mentioned under section V, and on which the establishments are closed.

XI.—A certificate from the doctor or the undertaker is required of any customer wishing to buy merchandise outside the working hours because of mortality or serious sickness.

XII.—Les salaires actuellement payés aux salariés ne peuvent être réduits pendant la durée du présent décret, même s'ils sont supérieurs aux taux minima déterminés dans ledit décret.

XIII.—Lors du changement d'heure pour prendre l'heure d'été, dite heure avancée, on doit tenir compte de l'avance de l'heure pour le travail dans les établissements présentement visés; on doit également tenir compte du changement d'heure pour le retour à l'heure solaire.

XIV.—Dans le cas où l'employeur loge et nourrit son employé, il a le privilège d'exiger de ce dernier un montant n'excédant pas sept dollars (\$7.00) par semaine pour chambre et pension ou deux dollars (\$2.00) par semaine pour la chambre seulement.

XV.—Tout salarié embauché de façon intermittente ou spécialement en plus du personnel régulier, à l'occasion de certaines circonstances ou pour certaines parties de semaines, ou travaillant moins de cinquante-deux (52) heures par semaine, par manque d'ouvrage ou autres raisons, dans l'établissement où ses services sont requis, est considéré comme salarié supplémentaire ou sur-numéraire et son salaire ne doit pas être inférieur aux taux suivants:

	<i>Taux horaire</i>
Un seul salarié supplémentaire . . . . .	0.25
Deux salariés supplémentaires ou plus . . . . .	0.35 chacun

XVI.—*Taux de salaires minima*:—Les taux de salaires ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

a.—*Dans les établissements de mercerie, de nouveautés, de quincaillerie, de confections et à rayons:*

	<i>Par semaine</i>
25%—Classe "A" . . . . .	\$15.00
25%—Classe "B" . . . . .	12.00
25%—Classe "C" . . . . .	10.00
25%—Classe "D" . . . . .	8.00

b.—*Dans tous les autres établissements:*

25%—Classe "A" . . . . .	\$20.00
25%—Classe "B" . . . . .	15.00
25%—Classe "C" . . . . .	12.50
25%—Classe "D" . . . . .	10.00

c.—Le taux de salaire d'un apprenti est de 25% inférieur à celui fixé plus haut; après six (6) mois d'expérience, il doit recevoir le taux de salaire prévu par la classe à laquelle il appartient.

d.—Dans le cas où il n'y a qu'un seul salarié régulier sur la liste de paye, il est considéré comme appartenant à la classe "B".

e.—Dans le cas où il y a deux salariés réguliers, un de ces salariés est considéré comme appartenant à la classe "A" et l'autre est considéré comme appartenant à la classe "D".

XVII.—*Classification*:—Dans le cas où dans l'un quelconque des établissements régis par le décret, il y a trois salariés ou plus sur la liste de paye, le tableau suivant doit être observé pour l'établissement de leur classification:

<i>Nombre de salariés</i>	<i>Classes</i>			
	"A"	"B"	"C"	"D"
Trois salariés . . . . .	1	1	..	1
Quatre salariés . . . . .	1	1	1	1
Cinq salariés . . . . .	1	1	2	1
Six salariés . . . . .	1	1	2	2
Sept salariés . . . . .	1	2	2	2

XVIII.—*Durée du décret*:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication

XII.—Wages actually paid to employees shall not be reduced during the duration of the present decree, even if they are higher than the minimum rates determined in the said decree.

XIII.—When Daylight Saving Time is enforced, it shall be observed by the establishments hereby governed; Standard Time shall also be observed when it comes into effect.

XIV.—Employers lodging and boarding their employees may charge a maximum amount, per employee, of \$7.00 per week for room and board or \$2.00 per week for room only.

XV.—Employees hired intermittently or occasionally, in excess of the regular staff, on certain occasions or for some part of the week, or those working less than fifty-two (52) hours per week due to lack of work or for other reasons, in the establishment where their services are required, shall be considered as occasional or temporary employees and their minimum wages shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>
Only one extra employee . . . . .	\$ 0.25
Two or more extra employees . . . . .	0.35 each

XVI.—*Minimum Wage Rates*:—The wage rates shall not be lower than those mentioned hereinafter:

a.—*In small ware shops, drapery and fancy goods stores, hardware stores, department stores and ready-made shops:*

	<i>Per week</i>
25%—Class "A" . . . . .	\$15.00
25%—Class "B" . . . . .	12.00
25%—Class "C" . . . . .	10.00
25%—Class "D" . . . . .	8.00

b.—*In all the other establishments:*

25%—Class "A" . . . . .	20.00
25%—Class "B" . . . . .	15.00
25%—Class "C" . . . . .	12.50
25%—Class "D" . . . . .	10.00

c.—The rate of wages for an apprentice is 25% lower than that which is established hereinabove; after six (6) months experience, he shall receive the wage rate provided for the class to which he belongs.

d.—When there is but one regular employee on the payroll, he shall be considered as belonging to class "B".

e.—When two regular employees are on the payroll, one of them shall be considered as belonging to class "A", and the other, to class "D".

XVII.—*Classification*:—Whenever, in any one of the establishments governed by the decree, there are three or more employees on the payroll, the following table shall be used to establish their classification:

<i>Number of employees</i>	<i>Classes</i>			
	"A"	"B"	"C"	"D"
Three employees . . . . .	1	1	..	1
Four employees . . . . .	1	1	1	1
Five employees . . . . .	1	1	2	1
Six employees . . . . .	1	1	2	2
Seven employees . . . . .	1	2	2	2

XVIII.—*Duration of the decree*:—The present decree shall come into force on the day of its

dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur durant une période d'un (1) an à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, soixante (60) jours avant la date de son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente.

A. MORISSET,  
7391-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 3623

Québec, le 28 septembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative à la fabrication d'ustensiles métalliques dans la province.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties patronales et ouvrières ci-après mentionnées ont conjointement présenté une requête au ministre du Travail à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The American Can Company", Montréal;  
"Continental Can Company of Canada Limited", Montréal;

Et, D'AUTRE PART:

"Canco Social Committee of Montreal";  
"Continental Can Makers Association of Montreal";

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 22 juillet 1944;

Attendu que, les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que, les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de Guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête, par décision rendue à sa séance du 24 août 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 22 juillet 1944.

I.—*Jurisdiction*.—a.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec.

b.—*Jurisdiction professionnelle*.—Le présent décret régit toute personne, firme, société, compagnie ou corporation, dans la juridiction territoriale, exécutant ou devant exécuter de telles opérations au cours de l'existence du décret.

publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of one (1) year from that date. It shall renew itself automatically, from year to year, thereafter, unless one of the parties give the other a written notice of its intention to terminate same, sixty (60) days prior to the date of its original expiry or prior to the end of any subsequent year.

A. MORISSET,  
7391-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3623

Quebec, September 28, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the manufacturing of metallic utensils in the Province.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the parties hereinafter mentioned (employers and employees) have jointly presented a request to the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The American Can Company, Montreal;  
Continental Can Company of Canada, Limited, Montreal;

And, ON THE OTHER PART:

Canco Social Committee of Montreal;  
Continental Can Makers Association of Montreal;

for the employers and employees of the industry and trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 22, 1944;

Whereas, the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishment of conditions of work in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas, as regards the publication of notices, the provisions of the Act have been duly observed;

Whereas an objection has been made against the said request and has been submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the Regional War Labour Board for Quebec has approved the provisions of the said request, by a decision taken at its meeting of August 24, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said request be accepted, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), with however the following new provisions, replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on July 22, 1944.

I.—*Jurisdiction*.—a.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the entire Province of Quebec.

b.—*Professional jurisdiction*.—The present decree governs any person, firm, partnership, company or corporation, within the territorial jurisdiction, engaged in, or about to engage in like operations, during the existence of the decree.

II.—*Durée du travail*.—La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures divisées en périodes journalières de pas plus de dix (10) heures, excepté le samedi où la période journalière finit à midi ou, pour les employés d'une troisième équipe, à minuit. Conformément aux présentes dispositions, chaque établissement doit établir et afficher lesdites durées régulières journalières convenant à ses besoins. La présente clause ne s'applique pas aux employés mentionnés au paragraphe "7" de l'article V.

III.—*Taux et primes pour travail supplémentaire*.—Le travail supplémentaire doit être rémunéré conformément aux classifications et échelles ci-après énumérées.

IV.—*Fêtes légales*.—Tous les établissements doivent observer les fêtes suivantes: le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de grâce, le jour de Noël et les dimanches; toutefois, en cas d'urgence, le travail peut être exécuté lesdits jours de fêtes au taux de salaire double. Cependant, à la discrétion de l'employeur et des salariés d'un établissement agissant par l'intermédiaire de la partie de seconde part, on peut substituer à une fête statutaire toute autre journée fixée par entente mutuelle; les taux réguliers de salaire doivent alors être payés le jour de fête statutaire tandis que le salaire double est payé pour la journée qui remplace cette fête.

V.—*Taux de salaire*.—Les taux horaires minima sont les suivants:

1.—*Employés généraux*:

Garçons: 16 ans.....	\$0.22½
17 ans.....	0.25
18 ans.....	0.27½
19 ans.....	0.30
20 ans.....	0.32½

Lorsqu'un garçon a atteint l'âge de vingt-et-un (21) ans, il doit recevoir le taux minimum de \$0.35 de l'heure, avec augmentation de \$0.02½ l'heure à chaque six (6) mois subséquents, jusqu'à ce qu'il ait atteint le taux établi pour sa classification.

	Taux	Après	Après
	pour	six	un an
	débutants	mois	

Employés du sexe féminin..	\$0.25	\$0.27½	\$0.30
<i>Hommes:</i>			
a.—Concierges, balayeurs, ouvriers et charroyeurs.	0.35	0.37½	.....
b.—Travailleurs dans la production, à la main ou à la machine y compris les soudeurs à la main.....	0.37½	0.40	.....
c.—Pileurs de boîtes, empaqueteurs et enregistreurs.....	0.37½	0.40	.....
d.—Trempeurs et arroseurs	0.40	.....	.....
e.—Journaliers préposés à l'entretien des immeubles.....	0.40	.....	.....
f.—Aides mécaniciens (millwrights).....	0.40	.....	.....
g.—Mécaniciens (opérateurs) et ajusteurs: ajustent les machines ou outils et les font fonctionner.....	0.40	0.42½	.....
h.—Conducteurs de camions électriques.....	0.42½	.....	.....

II.—*Duration of labour*.—The regular work week shall be 48 hours divided into daily periods of not more than 10 hours each, except on Saturdays, when the regular daily period ends at 12.00 noon, or for employees on triple shifts at 12.00 midnight. In conformity with the present provisions, each establishment shall set and keep posted such regular daily periods as suit its own requirements. The present clause does not apply to employees mentioned in subsection "7" of section V.

III.—*Overtime rates and premiums*.—Overtime shall be paid in accordance with the classifications and schedules hereinafter set forth.

IV.—*Legal holidays*.—All establishments shall observe the following holidays: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays; however, work may be performed on said legal holidays in cases of emergency at the rate of double time. However, at the option of the employers and employees of an establishment acting through the agency of the party of the second part, it shall be permissible to substitute any statutory holiday herein specified for another date mutually agreed upon in which event regular rates shall be paid on the statutory holiday and double time on the substituted date.

V.—*Rates of wages*.—The minimum hourly rates shall be the following:

1.—*General employees*:

Boys: 16 years of age.....	\$0.22½
17 years of age.....	0.25
18 years of age.....	0.27½
19 years of age.....	0.30
20 years of age.....	0.32½

A boy on reaching his twenty-first (21) birthday shall be paid not less than \$0.35 per hour and increased by \$0.02½ cents per hour each succeeding six (6) months until he reaches his classification rate.

	Rates	After	After
	for	6	1
	beginners	months	year

Female employees.....	\$0.25	\$0.27½	\$0.30
<i>Men:</i>			
a.—Janitors, sweepers, laborers and truckers... ..	0.35	0.37½	.....
b.—Production operators, either hand or machine, including hand solderers.....	0.37½	0.40	.....
c.—Can pilers, packers and checkers.....	0.37½	0.40	.....
d.—Routine dippers and sprayers.....	0.40	.....	.....
e.—Building maintenance labourers.....	0.40	.....	.....
f.—Millwright helpers....	0.40	.....	.....
g.—Operators and setters who set machines or tools and operate same.....	0.40	0.42½	.....
h.—Electric truck drivers	0.42½	.....	.....

Les heures de travail en plus de la durée journalière de travail ou en plus de quarante-huit (48) heures dans une semaine, doivent être payées conformément aux taux ci-haut augmentés de vingt-cinq (25%) pour cent, soit salaire et quart.

The hours of labour exceeding the daily duration of labour or forty-eight (48) hours in a week shall be paid at the rates hereinabove mentioned increased by twenty-five (25%) per cent (time and one quarter).

2.—Employés spécialisés:

	Taux pour débutants	Après 6 mois	Après 1 an
--	---------------------	--------------	------------

- a.—Ajusteurs de machines et d'outils..... \$0.42½ \$0.45 \$0.47½
- b.—Fileurs sur presses lithographiques..... 0.42½ 0.45 0.47½
- c.—Préposés à l'entretien des machines (surveillance, ajustent et réparent)..... 0.45 0.47½ 0.50
- d.—Décapeurs — spécialisés dans toutes les phases de ce métier... 0.45 .....
- e.—Aides galvanisateurs et étameurs..... 0.45 .....
- f.—Principaux préposés à l'étamage et au galvanisage..... 0.55 0.60 .....
- g.—Préposés à l'entretien et à la construction... 0.55 .....
- h.—Peintres et arroseurs —peuvent mélanger et appliquer la peinture..... 0.50 0.55 .....
- i.—Soudeurs à l'acétylène et à l'électricité. 0.57½ .....
- j.—Préposés aux presses "Deep Drap"..... 0.47½ 0.50 .....

2.—Specialized employees:

	Rates for beginners	After 6 months	After 1 year
--	---------------------	----------------	--------------

- a.—Machine and tool setters.....\$0.42½ \$0.45 \$0.47½
- b.—Lithograph press feeders..... 0.42½ 0.45 0.47½
- c.—Maintenance men on machines; watch, adjust and repair same. 0.45 0.47½ 0.50
- d.—Picklers, skilled in all phases of this trade.. 0.45 .....
- e.—Galvanizer and tinner helpers..... 0.45 .....
- f.—Galvanizers and tanners — principal attendants..... 0.55 0.60 .....
- g.—Building and maintenance men..... 0.55 .....
- h.—Painters and sprayers —can mix paints as well as apply same... 0.50 0.55 .....
- i.—Acetylene welders and electric welders..... 0.57½ .....
- j.—Deep draw press operators..... 0.47½ 0.50 .....

k.—Novices:—Tout employé, dans quelque classification que ce soit, à l'exception des garçons ou des apprentis devant se qualifier pour une classification plus élevée, est considéré comme "novice" et peut être employé pour une période d'essai de trois (3) mois, à son ancien taux de salaire, dans une autre division ou classe mieux rémunérée. A l'expiration des trois (3) mois, si le novice n'est pas retourné dans son ancienne classification, il doit recevoir une augmentation minimum de deux (\$0.02½) cents et demi l'heure. A l'expiration de chaque période successive de six (6) mois, son taux minimum doit être augmenté d'au moins deux (\$0.02½) cents et demi l'heure jusqu'à ce qu'il ait atteint le taux de sa nouvelle classification.

k.—Probationers:—Any employee in any classification, except boys or apprentices being trained for a higher classification, shall be classed as a "probationer" and may be employed for a trial period of three (3) months, at his former rate, in another division or class of a higher minimum rate. At the end of the three (3) months, the probationer shall either be returned to his former classification or his minimum rate shall be increased by not less than two (\$0.02½) cents and a half per hour. At the end of each succeeding six (6) months, his minimum rate shall be increased by not less than two (\$0.02½) cents and a half per hour until he attains the rate of his new classification.

Cette période d'essai ne doit pas excéder deux (2) ans et trois (3) mois. Il ne doit pas y avoir plus d'un (1) novice par quinze (15) salariés employés dans l'établissement. Le cas de chaque employé considéré comme "novice" doit être rapporté au Comité paritaire et approuvé par ce dernier.

This probationary period shall not exceed two (2) years and three (3) months in duration. There shall not be more than one (1) probationer to each fifteen (15) employees in any plant. The case of each employee classed as a "probationer" must be reported to and ratified by the Joint Committee.

Les heures de travail excédant la durée journalière de travail ou quarante-huit (48) heures dans une semaine doivent être payées aux taux ci-haut augmentés de vingt-cinq (25%) pour cent, soit, salaire et quart.

The hours of labour exceeding the daily duration of labour or forty-eight (48) hours in a week shall be paid at the hereinabove mentioned rates, increased by twenty-five (25%) per cent (time and one quarter).

3.—Préposés aux machines:

	Taux pour débutants	Après six mois
--	---------------------	----------------

- a.—Mécaniciens (millwrights). \$ 0.61 \$ 0.66
- b.—Compagnons machinistes, comprenant les faiseurs de matrices ou d'outils et les machinistes en général.... 0.77½ 0.80

3.—Mechanical employees:

	Rates for beginners	After 6 months
--	---------------------	----------------

- a.—Millwrights..... \$0.61 \$0.66
- b.—Journeymen machinists, including tool-makers, die-makers and general machinists..... 0.77½ 0.80

3.—Préposés aux machines:

Taux pour Après six  
débutants mois

c.—Compagnons lithographes, comprenant les pressiers en lithographie, compositeurs photomécaniques, préposés au transport et graveurs à l'eau forte . . . . .	0.87½	0.92½
d.—Apprentis machinistes . . . . . (Salaire accru de \$0.05 l'heure pour chaque période de six (6) mois de service jusqu'au paiement des taux des compagnons).	0.25	0.30
e.—Apprentis-lithographes . . . . . (Salaire accru de \$0.05 l'heure pour chaque période de six (6) mois de service jusqu'au paiement des taux de compagnons).	0.45	0.50

Les heures de travail excédant la durée journalière de travail ou en plus de quarante-huit (48) heures dans une semaine doivent être rémunérées aux taux ci-haut mentionnés majorés de cinquante (50%) pour cent (salaire et demi).

4.—Employés supplémentaires:

Taux  
horaires

a.—Surveillants:	
i.—Seule occupation . . . . .	\$ 0.30
ii.—Exécutant d'autre travail . . . . .	0.35
b.—Conducteurs de camion et hommes de service . . . . .	0.45

Les employés supplémentaires ne doivent recevoir aucune rémunération pour le travail supplémentaire.

5.—Employés de bureau:—Tout travail exécuté soit dans le bureau ou dans quelque partie que ce soit de l'établissement par les préposés au pointage, à l'enregistrement de la liste de paie, à la dactylographie, au fonctionnement de machines ou accessoires de bureau, est rémunéré suivant les taux minima hebdomadaires ci-après:

Salaire  
hebdomadaire

a.—Garçon de bureau et messagers . . . . .	\$ 10.00
b.—Tous les autres salariés . . . . .	12.50

Les employés de bureau et les commis ne reçoivent aucune rémunération pour le travail supplémentaire.

6.—Employés salariés:—Tout employé salarié ayant un salaire hebdomadaire supérieur à \$20.00 ne reçoit aucune rémunération pour travail supplémentaire.

7.—Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs:

a.—Les termes "mécanicien de machines fixes" et "chauffeur" ont le sens que leur donne l'ordonnance numéro 6, 1943, de la Commission du salaire minimum.

b.—Privativement aux dispositions du présent décret, ces salariés sont classifiés suivant les règles de ladite ordonnance, les conditions auxquelles ils ont droit au salaire ci-après fixé sont celles déterminées dans ladite ordonnance, et leur travail supplémentaire est déterminé tel qu'édicte à ladite ordonnance.

c.—Pour lesdits salariés, la province est divisée en trois zones comprenant chacune les municipalités ci-après:

3.—Mechanical employees:

Rates for After 6  
beginners months

c.—Journeymen lithographers, including lithograph pressmen, photo compositors, transfermen and etchers . . . . .	0.87½	0.92½
d.—Apprentice machinists . . . . . (Wages increased by \$0.05 per hour for each 6-month period of service until receiving the journeymen's rates of pay).	0.25	0.30
e.—Apprentices to lithographers . . . . . (Wages increased by \$0.05 per hour for each 6-month period of service until receiving the journeymen's rates of pay).	0.45	0.50

The hours of labour exceeding the daily duration of labour or forty-eight (48) hours in a week shall be paid at the hereinabove mentioned rates, increased by fifty (50%) per cent (time and one half).

4.—Supplementary employees:

Hourly  
wages

a.—Watchmen:	
i.—Only duty . . . . .	\$ 0.30
ii.—Performing other work . . . . .	0.35
b.—Motor truck drivers and field service men . . . . .	0.45

No overtime premiums shall be paid to supplementary employees.

5.—Office employees:—The following shall be the minimum weekly rates, for those engaged in such work as timekeeping, payroll recording, typing and office equipment operation — whether such work be carried out in the office or other location in the establishment:

Weekly  
rates

a.—Office boys and messengers . . . . .	\$ 10.00
b.—All other employees . . . . .	12.50

No overtime premiums shall be paid to office or clerical employees.

6.—Salaried employees:—Employees on a salary basis whose weekly wages exceed \$20.00 per week shall not be paid any overtime premiums.

7.—Stationary Enginemen and firemen:

a.—The words "Stationary Engineman" and the word "fireman" have the meaning given to them in ordinance number 6, 1943, of the Minimum Wage Commission.

b.—Privatively to the provisions of the present decree, these employees are classified according to the rules and regulations of the said ordinance, the conditions on which they are entitled to the salary hereinafter established are those determined in the said ordinance, and their overtime work is determined as stipulated in the said ordinance.

c.—As regards the said employees, the province is divided into three zones comprising the following municipalities:

*Zone I:*—Les cités de Montréal, Longueuil et St-Lambert, les villes de Laprairie et de Laval-des-Rapides, et les municipalités situées en tout ou en partie sur l'île de Montréal;

*Zone II:*—Les cités de Chicoutimi, Granby, Hull, Joliette, Lévis, Québec, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, St-Hyacinthe, St-Jean, Thetford Mines, Trois-Rivières et Salaberry-de-Valleyfield, et les villes d'Iberville et de Québec-Ouest;

*Zone III:*—Le reste de la province.

d.—Taux de salaires:—

Zone I Zone II Zone III

Mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de première classe, par semaine.....	\$ 51.	\$51.	\$ 51.
Mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de seconde classe, par semaine.....	42.	40.	38.
Mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de troisième classe, par semaine.....	36.	34.	32.
Mécaniciens travaillant comme mécaniciens de seconde classe, l'heure.....	0.66	0.63	0.60
Mécaniciens travaillant comme mécaniciens de troisième classe, l'heure.....	0.55	0.53	0.50
Mécaniciens travaillant comme mécaniciens de quatrième classe, l'heure.....	0.50	0.48	0.45
Chauffeurs, l'heure.....	0.40	0.38	0.35

e.—Le travail supplémentaire desdits salariés est payable à taux de salaire et demi.

VI.—Toute réduction de salaire est interdite, excepté quand un employé est changé de classification; dans tel cas, l'employé doit être rémunéré suivant le taux de salaire spécifié pour la classification dans laquelle il travaille.

VII.—*Durée du décret:*—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

7407-o

*Zone I:*—The Cities of Montreal, Longueuil and St-Lambert, the towns of Laprairie and of Laval-des-Rapides, and the municipalities entirely or partly situated on the island of Montreal;

*Zone II:*—The Cities of Chicoutimi, Granby, Hull, Joliette, Lévis, Quebec, Shawinigan Falls, Sherbrooke, Sorel, St-Hyacinthe, St-John, Thetford Mines, Three Rivers and Salaberry-de-Valleyfield, and the towns of Iberville and of Quebec-West;

*Zone III:*—The remainder of the Province.

d.—Rates of wages:—

Zone I Zone II Zone III

Enginemen working as first class chief-enginemen, per week.....	\$ 51.	\$ 51.	\$ 51.
Enginemen working as second class chief-enginemen, per week....	42.	40.	38.
Enginemen working as third class chief-enginemen, per week....	36.	34.	32.
Enginemen working as second class engine-men, per hour.....	0.66	0.63	0.60
Enginemen working as third class engine-men, per hour.....	0.55	0.53	0.50
Enginemen working as fourth class engine-men, per hour.....	0.50	0.48	0.45
Firemen (stokers), per hour.....	0.40	0.38	0.35

e.—Overtime work performed by the said employees is payable at the rate of time and one half.

VI.—There shall be no reduction in wages, except when an employee is transferred from one class to another, in which case he shall be paid the rate of wages specified for the classification in which he is working.

VII.—*Duration of the decree:*—The present decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one year following that date.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

7407-o

Commission du Service Civil de la Province de Québec

Civil Service Commission of the Province of Quebec

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Règlements temporaires de la Commission du service civil de la province de Québec.

Temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec.

(Préparés par la Commission du service civil sous l'autorité de l'article 14 de la Loi du Service civil, et approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1944, par arrêté en conseil portant le numéro 3558).

(Prepared by the Civil Service Commission under the authority of section 14 of the Civil Service Act, and approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28th, 1944, by order in Council number 3558).

## I

Provisoirement, la Commission pourra dresser sans examen, mais après vérification des aptitudes des candidats, une liste d'éligibilité de tous candidats à un emploi dans le service extérieur, dans les cas seulement qu'elle jugera urgents, et si la chose est nécessaire pour empêcher toute gêne sérieuse dans les affaires publiques.

## II

Dans le service intérieur, les vacances seront remplies temporairement par le choix d'un fonctionnaire dont les services seront prêtés au département concerné pour remplir la vacance à la satisfaction du chef de ce département. Si la Commission ne peut trouver un fonctionnaire qualifié déjà au service du gouvernement, et s'il est absolument nécessaire et urgent pour le bon fonctionnement des affaires publiques de faire une nomination permanente ou de créer un nouveau poste, la Commission pourra dresser une liste d'éligibilité sans examen, mais après vérification des aptitudes des candidats.

## III

Toute augmentation du traitement d'un fonctionnaire permanent qui n'a pas atteint le taux maximum de sa classe devra être soumise à la Commission par le sous-chef du service concerné et ne pourra être accordée que sur recommandation de la Commission. Les fonctionnaires figurant actuellement sur les listes de paie du gouvernement dans la catégorie des surnuméraires, mais dont la classification permet des augmentations de traitement jusqu'à un certain taux maximum, seront considérés comme permanents au sens du présent règlement.

## IV

La description de la classe "G" telle qu'elle se trouve dans l'arrêté en conseil numéro 1739 du 16 octobre 1925, est modifiée en ajoutant après les mots "chef de département" les mots ", et de la Commission du service civil".

## V

Il ne peut être accordé à un fonctionnaire une rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, pour travail en dehors des heures réglementaires, que sur demande du chef ou du sous-chef à la Commission. Après enquête, et si elle approuve la demande, la Commission la soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation.

## VI

Pour la durée de la période visée par les présents règlements, tous les ouvriers sont soustraits à l'application des articles 39 et 40 de la Loi du service civil, et l'expression ouvriers comprend tous les géôliers de la province sauf ceux de Québec et de Montréal.

## VII

Les présents règlements seront en vigueur du 1er octobre au 31 octobre 1944.  
Québec, ce 27 septembre 1944.

Le Président,  
AYMÉ LAFONTAINE.

Les Commissaires,  
A. B. ASTLE,  
MARC BOYER.

7415-o

## I

Provisionally, the Commission may compile without examination, but after verification of the qualifications of the candidates, a list of all candidates eligible for a position in the outside service, only when the case is deemed urgent and if necessary to prevent any serious inconvenience in public affairs.

## II

In the inside service, vacancies shall be temporarily filled by the choice of a functionary whose services shall be loaned to the department concerned to fill the vacancy to the satisfaction of the head of the said department. If the Commission cannot find a qualified functionary already in the service of the government, and if it is absolutely necessary and urgent for the proper administration of public affairs to make a permanent appointment or to create a new position, the Commission may compile a list of eligible candidates without examination, but after verification of the qualifications of the candidates.

## III

Any increase in the compensation of a permanent functionary who has not reached the maximum rate for his class must be submitted to the Commission by the Deputy-Head of the Service concerned and can be granted only upon the recommendation of the Commission. Functionaries actually entered on the pay-list of the government under the category of supernumeraries, but whose classification permits increases in compensation up to a certain maximum rate, shall be considered as permanent employees in the sense of the present regulation.

## IV

The description of Class "G" as found in the Order in Council No. 1739 of the 16th October 1925, is amended by adding after the words "head of Department", the words ", and the Civil Service Commission".

## V

No functionary may be granted remuneration beyond the regular compensation attached to his functions, for work outside the regular hours, except on request from the head or the deputy-head to the Commission. After investigation and if it approves the request, the Commission will submit the same to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

## VI

For the duration of these present regulations, all workmen are excluded from the application of the provisions of sections 39 and 40 of the Civil Service Act, and the expression workmen includes all jailers of the Province save those of Quebec and Montreal.

## VII

The present regulations shall be in force from the 1st October to the 31st October 1944.  
Québec, this 27th September, 1944.

AYMÉ LAFONTAINE,  
President.

A. B. ASTLE,  
MARC BOYER,  
Commissioners.

7415-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS

L'Honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc.;"

Et, D'AUTRE PART:

"The International Ladies' Garment Workers Union" et "The Embroidery Pleaters, Stitchers and Button-Makers Union", local N° 315, "I.L.G.W.U.;"

pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après mentionnées:

I.—*Jurisdiction territoriale*:—Le décret s'appliquera à l'île de Montréal et au territoire compris dans un périmètre de dix (10) milles de rayon autour de ses limites.

II.—*Jurisdiction industrielle*:—Le décret s'appliquera à l'industrie de la broderie, comprenant les opérations suivantes: perlage au crochet, étampage, plissage à l'aiguille, l'exécution de remplis, de plissés, de points en zigzag, d'ourlets à jour, de boutonniers, de boucles et boutons recouverts de tissu, la fabrication de nouveautés et tout travail de couture résultant des opérations précitées, le tout pour fins d'ornement ou d'utilité devant s'appliquer en entier ou en partie, ou de toute manière à la production de robes, manteaux, costumes, chapeaux, jupes, blouses, sacs et sacoches pour dames, que ce travail constitue une industrie principale ou un auxiliaire ou accessoire à une autre industrie.

Le décret ne régit pas le métier de la broderie suisse.

III.—*Définition de métiers*:—Un *opérateur bonnaz* est celui qui manœuvre différentes machines à broder à alimentation universelle ou à pédale qui contrôle ou dirige les mouvements de telles machines dans différentes directions et produit une variété de points et d'effets différents au moyen d'un dispositif changeable.

Un *perleur au crochet* est celui qui peut poser des perles au crochet à la main, ou qui, de toute manière semblable, au moyen d'un crochet, peut crocheter tout autre article de nouveauté.

Un *opérateur de machine spéciale* est celui qui manœuvre une ou plusieurs des machines suivantes: zigzag, ourlet à jour, remplis, plissage à l'aiguille, et autres machines à nouveautés qui sont utilisées ou pourraient devenir en usage dans cette industrie.

Un *plisseur et faiseur de patrons* est celui qui fait les patrons et peut opérer une machine à plisser et est capable d'en changer les différents accessoires et dispositifs.

Un *assistant-plisseur* est celui qui assiste le plisseur et faiseur de patrons, ou celui qui fait du travail général dans le département du plissage.

Un *faiseur de boucles et boutons recouverts* est celui qui manœuvre une machine à recouvrir les boutons et les boucles, opérée à la main ou avec les pieds.

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the contracting parties hereinafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc.;

And, ON THE OTHER PART:

The International Ladies' Garment Workers Union, and The Embroidery Pleaters, Stitchers and Button-Makers Union, local No. 315, I.L.G.W.U.;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Territorial jurisdiction*:—The decree shall apply to the Island of Montreal and to the territory included within a perimeter of ten (10) miles of radius around its limits.

II.—*Industrial jurisdiction*:—The decree shall apply to the industry of embroidering, crochet-beading, stamping, shirring, tucking, pleating, zigzag stitching, hemstitching, button-hole making, making of textile-covered buttons and textile-covered buckles, the making of novelties and all work done by any or all of the foregoing operations, the whole for ornamental or utilitarian purposes, to be applied to the whole or part or in any manner entering into the production of dresses, cloaks, suits, hats, skirts, blouses, handbags and purses for females, whether such work is performed as a main industry or a subsidiary or incidental to another industry.

The decree excludes the craft of Swiss Embroidering.

III.—*Definition of crafts*:—*Bonnaz operator*.—One who operates various embroidery machines by universal feed or handle which controls or directs movements of such machines in various directions and produces a variety of different stitches and effects by means of a changeable attachment.

*Crochet beader*.—One who can crochet beads by hand or in a similar manner by means of a crochet hook can crochet any other novelty item.

*Special machine operator*.—One who operates, either one or more of the following machines: zigzag, hemstitching, tucking, shirring, and other novelty machines which may now or hereafter be used in the present industry.

*Pleater and Pattern-Maker*.—A pleater and pattern-maker is one who makes patterns and knows how to operate a pleating machine and is able to change the various accessories and gadgets pertaining to the pleating machines.

*Pleater's Assistant*.—One who assists the pleater and pattern-maker or one who does general work in a pleating department.

*Covered Button and Buckle Maker*.—One who operates either a hand or foot press button and buckle covering machine.

Un *étampeur* est celui qui peut, seul, faire l'é-tampage, soit au procédé sec ou humide (poudre ou pâte), sur tous les genres de matériels et en distinguant l'endroit de l'envers, ainsi qu'ajuster les patrons aux différentes grandeurs; cependant, il n'est pas tenu de faire ses propres patrons, ni préparer ou apprêter aucun travail pour opérations subséquentes.

Un *employé général* est celui qui pratique le métier depuis un an et demi (1½) ou plus et exécute, entièrement ou partiellement, les opérations suivantes: nettoyage, pressage, épinglage, découpage des appliqués, posage des pierres du Rhin ou autres garnitures de métal et tout travail d'aide général.

Un *brodeur à la main* est celui qui peut broder avec une aiguille ordinaire et suivre les patrons, utilisant tout matériel applicable avec une telle aiguille.

IV.—*Taux minima pour travail à la semaine*.—*a.*—Les ouvriers ou employés ci-dessous énumérés auront droit aux taux de salaires minima suivants basés sur une semaine de travail:

<i>Par semaine</i>	<i>Per week</i>
Opérateurs "bonnaz".....	\$38.45
Plisseurs et faiseurs de patrons.....	22.84
Perleurs au crochet.....	15.57
Étampeurs.....	16.61
Opérateurs de machines spéciales.....	16.61
Brodeurs à la main.....	12.98
Employés généraux.....	12.98
Assistants-plisseurs.....	12.98
Faiseurs de boucles et boutons recouverts..	12.98
Bonnaz Operators.....	\$38.45
Pleaters and Pattern-Makers.....	22.84
Crochet Beaders.....	15.57
Stampers.....	16.61
Special Machine Operators.....	16.61
Hand Embroidery Workers.....	12.98
Floor Help.....	12.98
Pleater's Assistant.....	12.98
Covered Button and Buckle Makers.....	12.98

*b.*—*Réduction des salaires*.—Il ne sera permis dans aucun cas de réduire les salaires des employés dont le taux de salaire est actuellement plus élevé que le minimum ci-dessus mentionné.

V.—*Heures de travail*.—La semaine de travail sera de quarante-quatre (44) heures divisée en cinq jours et demi (5½) de travail, du lundi au samedi midi de chaque semaine, comme suit: Du lundi au vendredi inclusivement, le travail commencera à 8.00 a.m. et se poursuivra jusqu'à 5.00 p.m., avec interruption d'une (1) heure pour le dîner, de midi à 1.00 p.m.; le samedi, le travail commencera à 8.00 a.m. et se poursuivra jusqu'à midi. Aucun travail ne sera effectué le samedi après-midi.

VI.—*Travail supplémentaire*.—*a.*—Pas plus de huit heures de travail supplémentaire ne seront permises dans la même semaine ou plus de deux heures par jour, les quatre (4) premiers jours de travail de la semaine.

*b.*—Aucun travail supplémentaire ne sera permis les vendredis et samedis.

*c.*—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

*d.*—Durant la pleine saison, le comité paritaire pourra, dans des cas d'urgence, accorder des permis spéciaux autorisant quatre heures additionnelles de travail supplémentaire le samedi après-midi seulement, rémunérées au taux de salaire et demi. Tout autre travail supplémentaire est interdit.

*e.*—Sauf les samedis, si un employé arrive à son travail après 8.15 a.m., le temps ainsi perdu à compter de 8.00 a.m. sera déduit des heures supplémentaires pendant le jour en question.

Le temps maximum ainsi déductible ne doit jamais excéder une heure par journée.

VII.—*Minimum de quatre heures de travail continu*.—Quand un employé sera appelé au travail, il aura droit à un minimum de quatre (4) heures de travail continu ou à son équivalent en salaire.

*Stamper*. — One who is able, unassisted, to stamp with dry or wet stamping (viz: powder or paste) on all types of material and is able to distinguish the right side from the left side of same, and to adjust patterns to various sizes but who does not have to make his or her own patterns nor prepare or make ready work for any subsequent operation.

*Floor Help*.—One who is in the trade for one year and a half (1½) or more and who does the following operations in whole or part, such as cleaning, pressing, pinning, applique cutting, rhinestones and metal spots and other floor help.

*Hand Embroidery Worker*. — One who can embroider by means of ordinary needle and follow patterns with any material that may be put on by means of such needle.

IV.—*Minimum wages for week work*.—*a.*—The following workers or employees shall work for the following weekly minimum rates of wages:

<i>Par semaine</i>	<i>Per week</i>
Bonnaz Operators.....	\$38.45
Pleaters and Pattern-Makers.....	22.84
Crochet Beaders.....	15.57
Stampers.....	16.61
Special Machine Operators.....	16.61
Hand Embroidery Workers.....	12.98
Floor Help.....	12.98
Pleater's Assistant.....	12.98
Covered Button and Buckle Makers.....	12.98

*b.*—*Prohibition to reduce wages*.—In any event, it shall be forbidden to reduce the wages of employees presently receiving a higher rate of pay than the aforesaid minimum.

V.—*Working hours*.—A week's work shall consist of forty-four (44) hours divisible into five and one half (5½) working-days, from Monday to Saturday noon of each week, as follows: From Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m., with an interval of one (1) hour for lunch from noon to 1.00 p.m.; on Saturday, work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 12.00 (noon). No work shall be done on Saturday afternoon.

VI.—*Overtime*.—*a.*—Not more than eight (8) hours overtime shall be permitted in any one week or more than two (2) hours in any one day, the first four (4) working days in the week.

*b.*—No overtime shall be permitted on Friday and Saturday.

*c.*—All overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

*d.*—During the busy season, the Parity Committee may, if an emergency arises, grant special permits for four (4) hours additional overtime to be worked on Saturday afternoon only and to be paid for at the rate of time-and-one-half. All other overtime work is prohibited.

*e.*—Except on Saturdays whenever on any day an employee reports for work after 8.15 a.m., the time thus lost as of 8.00 a.m. shall be deducted from the overtime during such day.

The maximum time thus deductible shall in no event exceed one hour in any one day.

VII.—*Minimum four hours continuous work*.—A worker when called in to work, shall be entitled to a minimum of four (4) hours continuous work or payment therefore.

VIII.—*Contrats individuels*:—Nul employeur ne pourra contracter individuellement avec un ou des employés tombant sous la juridiction de ce décret, ni exiger ou accepter des dépôts en argent ou autres garanties de cesdits employés.

IX.—*Employeurs et employés*:—Tout employeur, dessinateur ou contremaître personnellement engagé dans un travail ordinairement effectué par un employé, tel que défini dans le présent décret, sera considéré comme un employé pour les fins de ce décret et sera sujet aux dispositions de ladite Loi et dudit décret.

X.—*Travail à domicile*:—Tout travail à domicile est interdit excepté les travaux de broderie à la main et du perlage au crochet qui peuvent être exécutés à domicile; dans de tels cas les conditions ci-après devront être observées:

a.—Tout employeur, entrepreneur, sous-entrepreneur ou toute autre personne qui fait exécuter un des travaux susdits à domicile doit (dans un délai de trois (3) jours) transmettre au Comité paritaire ses nom et adresse ainsi que le nom et l'adresse des personnes à qui il donne tel travail; il devra également faire rapport des taux de salaire payables pour tel travail et le nombre d'heures effectuées par l'employé à cet effet.

b.—Tout autre renseignement requis par le Comité paritaire en rapport avec tel travail devra également être fourni par chaque travailleur à domicile, employeur, entrepreneur ou sous-entrepreneur, sur demande.

c.—Tous les travailleurs à domicile doivent également transmettre au Comité paritaire leurs noms, adresses et leurs taux de salaire.

d.—Tous les travailleurs à domicile seront rémunérés sur une base de travail à la pièce et le prix de chaque unité de travail devra d'abord être déterminé par le Comité paritaire sur demande de l'employeur, de l'entrepreneur ou sous-entrepreneur.

Tels taux de travail à la pièce devront être calculés sur une base portant la rémunération de l'employé à 80% du salaire minimum de la semaine de travail fixé dans le présent décret pour les métiers respectifs.

XI.—*Apprentis*:—a.—À l'exception des "opérateurs bonnaz" nul atelier ne pourra employer un nombre d'apprentis dépassant 15% du nombre total des employés.

b.—Après un an et demi (1½) dans le métier, un apprenti employé général sera promu à la classe d'employé général qualifié.

c.—Un apprenti employé général commencera à \$8.30 par semaine et recevra une augmentation de \$1.56 par semaine tous les six mois jusqu'à ce qu'il soit qualifié.

d.—Un apprenti "opérateur de machine spéciale" ou apprenti "étampeur" sera promu, en deux ans et demi (2½), dans la classe "d'opérateur de machine" ou "d'étampeur" compétent. Un apprenti "opérateur de machine spéciale" ou un apprenti "étampeur" commencera à \$8.30 par semaine et recevra une augmentation tous les six (6) mois au taux de \$1.50 par semaine jusqu'à ce qu'il soit qualifié comme "opérateur de machine" ou "étampeur" compétent, alors qu'il recevra une augmentation de \$2.00 par semaine.

e.—Aucun apprenti ne sera employé dans la section des "opérateurs bonnaz" à moins que l'employeur ait à son emploi au moins cinq (5) opérateurs bonnaz compétents.

f.—Un apprenti "opérateur bonnaz" est celui qui apprend à travailler sur une machine "bonnaz"; il sera qualifié comme "opérateur bonnaz"

VIII. — *Individual contracts*: — No employer shall make any individual contracts with any employee falling within the scope of the present decree nor exact or accept any cash deposits or other securities from any such employee.

IX. — *Employers and employees*: — Every employer, designer or foreman personally engaged in doing any work ordinarily done by any employee, as defined in the present decree, shall be deemed to be an employee, for the purpose of this decree, and shall be bound by the provisions of the said Act and of the present decree.

X. — *Home work*: — All home work is prohibited except hand embroidery work and crochet-beading which may be done at home, but only under the following conditions:

a.—Every employer or contractor or entrepreneur, sub-contractor or other person who gives any of the aforesaid work to be done at home must (within three (3) days) register with the Parity Committee the name and address of himself and of all the persons to whom he gives such work, and must likewise register the rates of pay, payable for such work and the number of hours occupied by the employee for such work.

b.—All other information required by the Parity Committee in connection with such work must likewise be furnished by each home worker, employer, contractor or sub-contractor, upon request.

c.—All home workers must likewise register with the Parity Committee their names, addresses and rates of pay.

d.—All home workers must work on a piece-work basis and the price for each unit of work must first be determined by the Parity Committee on an application to such effect by the employer, contractor or sub-contractor.

Such piece-work rates shall be calculated upon the basis to yield the home worker remuneration equal to 80% of the minimum wages for week work as fixed in the present decree for the respective crafts.

XI.—*Apprentices*: — a. — With the exception of Bonnaz operators, not more than fifteen per cent (15%) apprentices to workers shall be permitted in any one shop.

b.—After one-and-a-half (1½) years in the trade, an apprentice floor helper shall be graduated into the class of a full-skilled floor helper.

c.—An apprentice floor-helper shall begin at \$8.30 per week and be increased \$1.56 per week every six months until graduation.

d.—An apprentice machine operator or apprentice stamper shall be graduated in two-and-one-half (2½) years into the class of full-skilled machine operator or stamper. An apprentice machine operator or apprentice stamper shall begin at \$8.30 per week and shall be increased every six (6) months at the rate of \$1.50 per week until graduation into the craft of fullskilled machine operator or stamper, when he shall receive an increase of \$2.00 per week.

e.—No apprentice may be employed in any Bonnaz Department unless the employer has in his employment at least five (5) full-skilled Bonnaz operators.

f.—An apprentice Bonnaz operator is one who is a beginner at the Bonnaz machine and shall be graduated in four (4) years into a full-skilled

compétent après quatre (4) ans de service. Un apprenti "opérateur-bonnaz" recevra des augmentations de salaire, comme suit :

Premiers six mois . . . . .	\$ 8.30
Après six mois . . . . .	11.42
" douze mois . . . . .	14.53
" dix-huit mois . . . . .	16.61
" vingt-quatre mois . . . . .	18.68
" trente mois . . . . .	21.80
" trente-six mois . . . . .	24.91
" quarante-deux mois . . . . .	27.95

Après quarante-huit (48) mois, un "opérateur bonnaz" subira un examen et si on lui accorde une carte de compétence, il aura droit au salaire d'un "opérateur bonnaz" compétent tel que stipulé dans le présent décret.

XII.—*Jours de congé*:—Nul travail ne sera permis les jours de congé suivants :

Le jour de Noël, le jour de l'An, le Vendredi Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération et la fête du Travail.

XIII.—*Horloge enregistrée*:—Tout employeur devra avoir dans son atelier une horloge enregistrée sur laquelle tous les employés enregistreront leurs heures de travail.

XIV.—*Clause Re: incapacité*:—Le Comité paritaire déterminera un taux spécial pour chacun des employés dont la production est en-dessous de la normale et pour les travailleurs à domicile.

XV.—*Opérateurs "bonnaz"*:—*clause Re: incapacité*:—Des taux spéciaux pourront être fixés pour les opérateurs "bonnaz" qui ne peuvent pas travailler sur les machines à broder suivantes, (alimentation universelle): point de chaîne, cordeur et ganseur et dont la production est en dessous de la moyenne.

XVI.—Le Comité paritaire établi en vertu du présent décret devra, sur demande, rencontrer la Commission conjointe formée en vertu de l'arrêté ministériel numéro 3519 du 24 septembre 1940, afin de régulariser la méthode et la manière de préparer les rapports et le contrôle des juridictions respectives.

Les deux comités pourront alors demander, conjointement à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur en conseil, l'approbation d'un arrêté ministériel ratifiant leur décision sur cette question.

XVII.—*Durée de la convention*:—La présente convention sera valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'ayant approuvée et demeurera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1945. Elle se renouvellera automatiquement chaque année, par la suite, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention de l'abroger, au moins trente (30) jours avant son expiration ou avant la date d'un renouvellement annuel.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 septembre 1944.

7388-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, con-

Bonnaz operator. An apprentice Bonnaz operator shall be increased in salary, as follow :

First six months . . . . .	\$ 8.30
After six months . . . . .	11.42
" twelve months . . . . .	14.53
" eighteen months . . . . .	16.61
" twenty-four months . . . . .	18.68
" thirty months . . . . .	21.80
" thirty-six months . . . . .	24.91
" forty-two months . . . . .	27.95

After forty-eight (48) months, a Bonnaz operator shall be examined as to competency and if granted competency card, he or she shall be entitled to the full scale for Bonnaz operators, as herein stipulated.

XII.—*Holidays*:—No work shall be permitted on the following holidays :

Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day.

XIII.—*Punch clock*:—Every employer shall maintain a punch or time clock in factory on which all employees shall record their working hours.

XIV.—*Deficiency clause*:—The Parity Committee shall determine a special rate for employee under normal including homeworkers.

XV.—*Bonnaz operators*:—*Deficiency clause*:—Special rates may be fixed for Bonnaz operators who cannot operate at least the following universal feed embroidery machines: the chainstitch, cording and braiding machines and whose work is under normal.

XVI.—The Parity Committee formed hereunder shall, upon request, meet with the Joint Commission formed under Order-in-Council No. 3519 of the 24th of September 1940, in order to regulate the method and manner of making reports and the supervision in any case of jurisdictional overlapping.

Both Committees may thereupon jointly apply to His Excellency the Lieutenant-Governor in Council enforcing the agreement reached between them.

XVII.—*Duration of the agreement*:—This agreement shall come into force on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall so remain until the 31st day of July 1945. It shall, thereafter, be renewed automatically each year, unless one of the contracting parties gives to the other party a written notice of its intention of revoking same, at least thirty (30) days before its expiration or of any annual renewal thereof.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944.

7388-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, in con-

formément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3384, du 6 septembre 1944, ont été modifiés par l'addition d'un nouveau règlement, dont le texte suit, approuvé et rendu obligatoire par l'arrêté en conseil numéro 3613, du 28 septembre 1944.

*"Devoirs de l'employeur:—*Tout employeur professionnel doit tenir un registre indiquant les noms, l'âge et le lieu de résidence de ses salariés, le temps durant lequel ses salariés ont travaillé chaque jour, le genre de travail, et le salaire payé aux salariés, soit par jour, à l'heure, à la pièce ou autrement selon le cas."

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 septembre 1944. 7408-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 3365, du 1er septembre 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3614 du 28 septembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 septembre 1944. 7409-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163) que par l'arrêté-en-conseil numéro 3611 du 28 septembre 1944, des amendements, ont été approuvés et apportés à la constitution et aux règlements du Comité paritaire du commerce de détail à Québec, approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 4134 du 27 novembre 1940, modifiés par les arrêtés numéros 2623 du 2 octobre 1941 et 2463 du 25 septembre 1942.

En vertu desdits amendements, le nombre des membres dudit comité a été porté de 6 à 8.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 septembre 1944. 7412-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 398, du 5 février 1944, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1720, du 27 mai 1944, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ayant pour effet de radier le para-

formity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, approved by Order-in-Council number 3384, of September 6, 1944, have been modified by the addition of a new by-law, the text of which follows, approved and rendered obligatory by Order-in-Council number 3613, of September 28, 1944.

*"Duties of Employers:—*Every professional employer shall keep a record of the names, ages and places of residence of all employees, the time each day during which such employees have worked, the classification of their work, and the wages paid to them, whether by the day, hour, piece or otherwise as may be."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7408-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction, established under Decree number 3365, of September 1st, 1944, and whose corporate seat is situated in the City of Quebec, have been approved by Order-in-Council No. 3614 of September 28, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7409-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and that, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), that by Order-in-Council number 3611, of September 28, 1944, amendments have been approved and brought to the constitution and by-laws of the Quebec Retail Trade Parity Committee, approved by Order-in-Council number 4134, of November 27, 1940, modified by Orders Nos. 2623, of October 2, 1941, and 2463, of September 25, 1942.

In virtue of the said amendments, the number of members of the said Committee was brought up from 6 to 8.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7412-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of a modification to decree number 398, of February 5, 1944, amended by order-in-council number 1720, of May 27, 1944, relating to the building trades and industry in the district of Montreal, to the purpose of striking off subsection "d" of section II of the said

graphe "d" de l'article II dudit décret, concernant une réduction de 25% dans les salaires, dans le cas de certains travaux de réparation.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite proposition.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 septembre 1944. 7413-0

#### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163) que par l'arrêté-en-conseil numéro 3612 du 28 septembre 1944, un nouveau règlement a été approuvé et ajouté à la constitution et aux règlements du Comité paritaire de la Construction du comté de Terrebonne, approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 1867, du 7 mai 1940, modifiés par les arrêtés numéros 2160, du 20 août 1941, 3004, du 6 novembre 1941 et 1349 du 20 avril 1944.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 septembre 1944. 7410-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1847, du 10 septembre 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3617 du 28 septembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 17 septembre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire hebdomadaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$18.00 pour le boulanger, \$18.00 pour le pâtissier et \$18.00 pour le distributeur de pain.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

##### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au Comité paritaire. L'em-

decree, concerning a reduction of 25% in wages, in the case of certain repair work.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said proposition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7413-0

#### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that by Order-in-Council number 3612, of September 28, 1944, a new by-law has been approved and added to the constitution and by-laws of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, approved by Order-in-Council number 1867, of May 7, 1940, modified by Orders Nos. 2160, of August 20, 1941, 3004, of November 6, 1941 and 1349, of April 20, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7410-0

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No. 1847, of September 10th, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3617, of September 28, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to September 17th, 1945 and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages per week fixed for the lowest paid journeyman, namely \$18.00 for the baker, \$18.00 for the pastry-maker and \$18.00 for the bread deliverer.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of the percentages received.

##### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

ployeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le cinq de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, pour la période comprise entre le 17 septembre 1944 et le 17 septembre 1945.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PÂTISSERIE DE GRANBY

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 17 septembre 1944 et le 17 septembre 1945.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels et des artisans (1/2 de 1%).....	\$195.00
Cotisations des salariés (1/2 de 1%).....	195.00
	<hr/>
	\$390.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire et inspecteur.....	\$200.00
Vérification des livres.....	12.00
Électricité, loyer, téléphone.....	54.00
Timbres, imprimerie, papeterie, etc.....	35.00
Frais légaux.....	40.00
Divers.....	49.00
	<hr/>
	\$390.00

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 septembre 1944. 7411-o

Député élu

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 22 septembre 1944.

Je donne par les présentes avis que le collègue électoral suivant a été élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Charlevoix-Saguenay.—Monsieur Arthur Leclerc, médecin-chirurgien à La Malbaie.

Le Secrétaire de la Chancellerie,  
ANTOINE LEMIEUX. 7385-o

The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: December 31st, 1944, March 31st, June 30th and September 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period comprised between September 17th, 1944, and September 17th, 1945.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 17th, 1944, and September 17th, 1945.

Receipts:

Professional employers' and artisans' assessments (1/2 of 1%).....	\$195.00
Employees' assessments (1/2 of 1%).....	195.00
	<hr/>
	\$390.00

Expenses:

Salaries: Secretary and Inspector.....	\$200.00
Audition of books.....	12.00
Electricity, rent, telephone.....	54.00
Stamps, printing, stationery, etc.....	35.00
Legal fees.....	40.00
Miscellaneous.....	49.00
	<hr/>
	\$390.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 30, 1944. 7411-o

Member Elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, September 22nd, 1944.

I hereby give notice that the candidate herein-after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

Charlevoix-Saguenay.—Mr. Arthur Leclerc, of La Malbaie, physician, surgeon.

ANTOINE LEMIEUX,  
Clerk of the Crown in Chancery.

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 39

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bachand vs Boudreau.....	2099
Bouchard vs McGreevy.....	2099
Casey vs O'Connor.....	2100
Toupin vs Monastesse.....	2100

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Favin vs Labbé.....	2100
McKinnon vs Campbell.....	2100

### ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:

3516—Établissements commerciaux de Windsor.....	2111
3623—Fabrication d'ustensiles métalliques dans la Province.....	2115

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2081

### AVIS DIVERS:

American Can Company (Agent principal).....	2102
Bagotville, ville (Tirage d'obligations).....	2101
Commission scolaire de St-Augustin (Tirage d'obligations).....	2101
Commission scolaire du village de Bagotville (Tirage d'obligations).....	2101
Joliette, cité (Modifiant sa charte).....	2100
Larouche, paroisse (Tirage d'obligations).....	2101
L'Association des Employés des Industries Baribeau (Formation).....	2103
St-Augustin, paroisse (Tirage d'obligations).....	2102
Syndicat du Textile de Soie de Saint-Hyacinthe (Formation).....	2102
Terminal Housing Company, Limited (Distribution de l'actif).....	2102

### BUREAUX-CHEF:

Autobus Fournier Ltée.....	2103
Le Magasin des Spécialités, Limitée.....	2103
West Amulet Mines Limited.....	2013

### COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:

Règlements temporaires.....	2119
-----------------------------	------

### DÉPARTEMENTS—Avis des:

#### AGRICULTURE:

##### Industrie laitière:

Ordonnance N° 7-44—Rivière-du-Loup.....	2104
Ordonnance N° 59-44—Waterloo.....	2104

#### INSTRUCTION PUBLIQUE:

Clermont, munic. scolaire.....	2105
Commissions scolaires de Richmond-Drummond-Arthabaska.....	2105

#### TERRES ET FORÊTS:

St-Colomb-de-Sillery, paroisse.....	2106
-------------------------------------	------

#### TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Avis).....	2124
--	------

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bachand vs Boudreau.....	2099
Bouchard vs McGreevy.....	2099
Casey vs O'Connor.....	2100
Toupin vs Monastesse.....	2100

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Favin vs Labbé.....	2100
McKinnon vs Campbell.....	2100

### ORDERS-IN-COUNCIL:

3516—Commercial establishments of Windsor.....	2111
3623—Manufacturing of metallic utensils in the Province.....	2115

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2081

### MISCELLANEOUS NOTICES:

American Can Company (Principal agent).....	2102
Bagotville, town (Drawing of bonds).....	2101
School Commission of St-Augustin (Drawing of bonds).....	2101
School Commission of the village of Bagotville (Drawing of bonds).....	2101
Joliette, city (Amending its charter).....	2100
Larouche, parish (Drawing of bonds).....	2101
L'Association des Employés des Industries Baribeau (Formation).....	2103
St-Augustin, parish (Drawing of bonds).....	2102
Syndicat du Textile de Soie de Saint-Hyacinthe (Formation).....	2102
Terminal Housing Company, Limited (Distribution of assets).....	2102

### CHIEF-OFFICES:

Autobus Fournier Ltée.....	2103
Le Magasin des Spécialités, Limitée.....	2103
West Amulet Mines Limited.....	2103

### CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC:

Temporary regulations.....	2119
----------------------------	------

### DEPARTMENTAL NOTICES:

#### AGRICULTURE:

##### Dairy Industry:

Order No. 7-44—Rivière-du-Loup.....	2104
Order No. 59-44—Waterloo.....	2104

#### EDUCATION:

Clermont, school munic.....	2105
School boards of Richmond-Drummond-Arthabaska.....	2105

#### LANDS AND FORESTS:

St-Colomb-de-Sillery, parish.....	2106
-----------------------------------	------

#### LABOUR:

Joint committee of the sheet metal fabricating industry (Notice).....	2124
---	------

Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec (Approbation de règlements).....	2125	Joint committee of barbers and hair-dressers, Quebec jurisdiction (Approval of by-laws).....	2125
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Avis).....	2126	Building industry joint committee of Terrebonne county (Notice).....	2126
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Prélèvement).....	2126	Parity committee of the baking and pastry-making industry of Granby (Levy).....	2126
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Avis).....	2125	Quebec retail trade parity committee (Notice).....	2125
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification).....	2125	Building trades and industry in the district of Montreal (Modification).....	2125
The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc. (Avis).....	2121	The Pleating & Embroidery Manufacturers Association, Inc. (Notice).....	2121
DÉPUTÉ ÉLU:—(Voir page).....	2127	MEMBER ELECTED:— (See page).....	2127
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Montréal: étude du droit.....	2106	Montreal: study of law.....	2106
Québec: étude du droit.....	2106	Quebec: study of law.....	2106
LETTRÉS PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A B C Corporation.....	2082	A B C Corporation.....	2082
Allied Investments Limited.....	2083	Allied Investments Limited.....	2083
A. Richard Limitée—A. Richard Limited.....	2083	A. Richard Limited—A. Richard Limitée.....	2083
Armel Limited.....	2083	Armel Limited.....	2083
Bergs Inc.....	2084	Bergs Inc.....	2084
Boulangerie Regal Bakery, Inc.....	2084	Boulangerie Regal Bakery, Inc.....	2084
Chester Reed Ltd.....	2085	Chester Reed Ltd.....	2085
Compagnie de Construction Franco-Canadienne — Franco-Canadian Construction Company.....	2085	Franco-Canadian Construction Company —Compagnie de Construction Franco-Canadienne.....	2085
Crèmerie St-Tite Inc.....	2086	Crèmerie St-Tite Inc.....	2086
Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée—Lower River Progressive Enterprises Ltd.....	2086	Lower River Progressive Enterprises Ltd—Entreprises Progressives du Bas du Fleuve Ltée.....	2086
Federal Fruit Co. Ltd.....	2086	Federal Fruit Co. Ltd.....	2086
Green Textiles, Limited.....	2087	Green Textiles, Limited.....	2087
Hôtel Dumont Limitée.....	2087	Hôtel Dumont Limitée.....	2087
Independent Watchmakers & Jewellers Association.....	2087	Independent Watchmakers & Jewellers Association.....	2087
J. Golden Co.....	2088	J. Golden Co.....	2088
Jos. Touchette Inc.....	2088	Jos. Touchette Inc.....	2088
La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins—Pine River Lumber Co.....	2089	Pine River Lumber Co.—La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins.....	2089
La Société des Industries de Québec.....	2089	La Société des Industries de Québec.....	2089
La Société du Drapeau National, Inc.....	2089	La Société du Drapeau National, Inc.....	2089
La Sportive, Incorporée.....	2090	La Sportive, Incorporée.....	2090
Lawand & Klat, Incorporated.....	2090	Lawand & Klat, Incorporated.....	2090
L. C. Pharo Co. Ltd.....	2091	L. C. Pharo Co. Ltd.....	2091
Les Industries Pont Rouge, Ltée—Pont Rouge Industries, Ltd.....	2091	Pont Rouge Industries, Ltd—Les Industries Pont Rouge, Ltée.....	2091
Loomcraft Arts Incorporated.....	2092	Loomcraft Arts Incorporated.....	2092
Montrose Clothing Inc.....	2092	Montrose Clothing Inc.....	2092
Normandy Inc.....	2092	Normandy Inc.....	2092
Northland Breweries Limited.....	2093	Northland Breweries Limited.....	2093
Pan-American Mercantile Sales Inc.....	2093	Pan-American Mercantile Sales Inc.....	2093
Poupart Construction Limited.....	2094	Poupart Construction Limited.....	2094
Prominent Garment Inc.....	2094	Prominent Garment Inc.....	2094
Quebec Steam Laundry Limited.....	2095	Quebec Steam Laundry Limited.....	2095
Quebec Yellowknife Gold Mines Limited.....	2095	Quebec Yellowknife Gold Mines Limited.....	2095
Regal Specialty Shoppes Incorporated.....	2096	Regal Specialty Shoppes Incorporated.....	2096
Seabords Export and Import Corporation.....	2096	Seabords Export and Import Corporation.....	2096
S. O. Riverin & Cie Ltée—S. O. Riverin Limited.....	2097	S. O. Riverin Limited—S. O. Riverin & Cie Ltée.....	2097
Sport Play Garments Inc.....	2097	Sport Play Garments Inc.....	2097
West Amulet Mines Limited.....	2098	West Amulet Mines Limited.....	2098
LETTRÉS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Inter-British Trading Co., Inc.....	2098	Inter-British Trading Co., Inc.....	2098
Jos. Charlebois Cie Ltée—Jos. Charlebois Co. Ltd.....	2099	Jos. Charlebois Co. Ltd—Jos. Charlebois Cie Ltée.....	2099
New York Auction Co. Ltd.....	2099	New York Auction Co. Ltd.....	2099

## MINUTES DE NOTAIRES:

Lagassé, Joseph-Jacques.....	2107
Marchand, Roger.....	2106

## NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles.....	2107
----------------------------	------

## VENTES POUR TAXES:

Bourlamaque, ville.....	2108
Magog, ville.....	2108

## VENTES PAR LES SHÉRIFS:

*Arthabaska:*

Archambault vs Bourassa <i>et vir</i> .....	2109
---	------

*Montréal:*

Alexander <i>et al</i> vs Robitaille.....	2109
---	------

*Québec:*

Cité de Québec vs De Lottinville.....	2109
---------------------------------------	------

*Richelieu:*

Shooner <i>et al</i> vs Vincent.....	2110
--------------------------------------	------

7416-o

## NOTARIAL MINUTES:

Lagassé, Joseph-Jacques.....	2107
Marchand, Roger.....	2106

## APPOINTMENTS:

School Commissioners.....	2107
---------------------------	------

## SALES FOR TAXES:

Bourlamaque, town.....	2108
Magog, town.....	2108

## SHERIFFS' SALES:

*Arthabaska:*

Archambault vs Bourassa <i>et vir</i> .....	2109
---	------

*Montreal:*

Alexander <i>et al</i> vs Robitaille.....	2109
---	------

*Quebec:*

City of Quebec vs De Lottinville:.....	2109
--	------

*Richelieu:*

Shooner <i>et al</i> vs Vincent.....	2110
--------------------------------------	------

7416-o